

## **Commission de la Santé et de la Sécurité sociale**

### **Procès-verbal de la réunion du 2 juillet 2025**

#### Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal de la réunion du 21 mai 2025 et de la réunion jointe du 23 avril 2025 (débat public relatif à la pétition publique 2489)
2. 8490 Projet de loi portant modification :  
1° du Code pénal ;  
2° du Code de procédure pénale ;  
3° de la loi modifiée du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse  
- Rapporteur : Madame Diane Adehm  
  
- Examen des avis du Collège médical, du Conseil national des femmes du Luxembourg, du Conseil supérieur de certaines professions de santé, du Parquet général, de la Cour supérieure de justice, du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, du Tribunal d'arrondissement de Diekirch, de la Commission consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg et de l'Œuvre pour la protection de la vie naissante  
  
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. Présentation du rapport final du processus de consultation citoyenne "Schwätz mat!" sur la viabilité du système des pensions au Luxembourg
4. 8543 Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2024)  
- Rapporteur : Monsieur Meris Sehovic  
  
- Elaboration d'une prise de position de la Commission
5. Divers

\*

Présents : Mme Diane Adehm, M. Marc Baum, Mme Djuna Bernard, M. Dan Biancalana, Mme Taina Bofferding (remplaçant M. Mars Di Bartolomeo), M. Jeff Boonen, Mme Corinne Cahen (remplaçant M. Gusty Graas), M. Georges Engel, Mme Carole Hartmann, Mme Françoise Kemp, M. Ricardo Marques, M. Gérard Schockmel, M. Marc Spautz, M. Tom Weidig (remplaçant Mme Alexandra Schoos)

M. Sven Clement, observateur délégué

Meris Sehovic, rapporteur du débat d'orientation 8543

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Laura Valli, du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Thomas Dominique, Directeur de l'IGSS (Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale)

Mme Mara Bilo, du groupe parlementaire CSV

Mme Patricia Pommerell, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Gilles Baum, M. Mars Di Bartolomeo, M. Gusty Graas, Mme Alexandra Schoos

\*

Présidence : M. Marc Spautz, Président de la Commission

\*

**1. Approbation des projets de procès-verbal de la réunion du 21 mai 2025 et de la réunion jointe du 23 avril 2025 (débat public relatif à la pétition publique 2489)**

Les projets de procès-verbal sous rubrique sont approuvés à l'unanimité des membres présents.

**2. 8490 Projet de loi portant modification :  
1° du Code pénal ;  
2° du Code de procédure pénale ;  
3° de la loi modifiée du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse**

Après une brève introduction de Monsieur le Président Marc Spautz (CSV), les membres de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale se penchent sur les avis relatifs au projet de loi sous rubrique qui ont été rendus par le Collège médical, le Conseil national des femmes du Luxembourg, le Conseil supérieur de certaines professions de santé, le Parquet général, la Cour supérieure de justice, le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, le Tribunal d'arrondissement de Diekirch, la Commission consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg et l'Œuvre pour la protection de la vie naissante.

Lesdits avis ne suscitent aucune observation de la part des membres de la commission parlementaire quant au fond.

Monsieur le Député Sven Clement (Piraten) saisit l'occasion pour se féliciter du fait que les avis émis par des acteurs non institutionnels, tels que l'Œuvre pour la protection de la vie naissante, sont publiés sur le site de la Chambre des Députés.

Par la suite, Madame la Députée Diane Adehm (CSV), rapportrice du projet de loi sous rubrique, procède à la présentation du projet de rapport relatif audit projet de loi qui est ensuite soumis au vote des membres de la commission parlementaire.

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité des membres présents, à l'exception du membre du groupe politique ADR qui s'abstient.

En guise d'explication, Monsieur le Député Tom Weidig (ADR) fait remarquer que les articles 1<sup>er</sup> et 2 du projet de loi, qui visent l'interdiction de pratiquer des examens de virginité, d'établir ou de délivrer des certificats de virginité et de pratiquer l'hyméoplastie, et l'article 3, qui tend à abolir le délai de réflexion de trois jours dans le cadre d'une interruption volontaire de grossesse, relèvent de différentes considérations éthiques. Pour cette raison, le groupe politique ADR a l'intention de demander un vote séparé sur, d'un côté, les articles 1<sup>er</sup> et 2 et, de l'autre côté, l'article 3 du projet de loi.

Les membres de la commission parlementaire conviennent encore de retenir le modèle 1 pour la discussion du projet de loi.

### **3. Présentation du rapport final du processus de consultation citoyenne "Schwätz mat!" sur la viabilité du système des pensions au Luxembourg**

Après une brève introduction de Monsieur le Président Marc Spautz, Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Martine Deprez procède à la présentation du rapport final du processus de consultation citoyenne « *Schwätz mat!* » sur la viabilité du système des pensions au Luxembourg, qui est repris en annexe. Elle fait savoir que le rapport final sera également présenté à la presse à l'issue de la présente réunion. Madame la Ministre souligne en outre que, lors de la réunion avec les partenaires sociaux qui est prévue le 9 juillet 2025, il s'agit de déterminer dans quelle mesure les éléments contenus dans ce rapport seront inclus dans la discussion sur la réforme de l'assurance pension.

Madame la Ministre rappelle ensuite que le processus de consultation a été lancé le 4 octobre 2024 et qu'il s'est terminé le 24 avril 2025 avec la tenue de la dernière réunion d'experts thématique. Même si ce processus a fait l'objet d'appréciations divergentes, elle le considère comme ayant été globalement positif. À l'issue de la réunion d'experts du 24 avril 2025, Madame la Ministre a informé les parties prenantes que le Gouvernement présentera son point de vue avant la trêve estivale, mais elle n'a pas encore été en mesure d'annoncer une date concrète pour ce faire. À cette occasion, elle a également annoncé l'intention de ficeler un paquet susceptible de faire l'objet d'un consensus et de discuter ce paquet avec les partenaires sociaux.

En ce qui concerne le rapport final, Madame la Ministre précise qu'il ne contient pas d'appréciation des idées qui ont été soumises, mais une description du dispositif qui a été mis en place depuis le 4 octobre 2024. D'abord, la phase de consultation a permis au grand public de participer à la consultation en ligne et a donné lieu à des entretiens de fond avec différentes parties prenantes. Par la suite, la phase de dialogue a encouragé un échange de vues interactif sur le site <https://pensioun.schwätzmat.lu> en donnant la possibilité aux participants d'apprécier les thèses y présentées. Les résultats de la consultation ont abouti

aux trois réunions d'experts consacrées respectivement à l'équité, à la durabilité et à l'adaptabilité du système des retraites.

Madame la Ministre fait encore savoir que le site <https://pensioun.schwätzmat.lu> a été consulté à partir d'environ 8 800 adresses IP. Pendant 86 jours de participation, le site a été accédé plus de 42 000 fois, et plus de 6 500 interactions ont eu lieu. Le Ministère de la santé et de la sécurité sociale (ci-après « M3S ») a organisé 13 réunions avec des parties prenantes ainsi que les trois réunions d'experts susmentionnées. Dans ces réunions, le M3S a rencontré environ 120 personnes et une quarantaine d'organisations. De surcroît, le processus de consultation a fait l'objet d'une stratégie de communication et de documentation. Tous les éléments du processus de consultation peuvent ainsi être consultés de façon transparente sur le site <https://pensioun.schwätzmat.lu>.

Madame la Ministre indique que le processus de consultation a permis d'identifier cinq éléments sur lesquels il existe une convergence de vues, à savoir 1° la reconnaissance du premier pilier de l'assurance pension (régime de pension légal obligatoire) comme fondement essentiel du système, 2° la protection contre la pauvreté des personnes âgées, 3° la prise en compte de différents parcours de vie, 4° une flexibilisation de l'accès à la retraite et 5° une transparence accrue ainsi qu'une communication améliorée. En revanche, des divergences de vues ont été constatées au sujet 1° du financement du système des pensions, 2° de l'âge de départ à la retraite (au sein de l'Union européenne, le Luxembourg se place en dernière position en ce qui concerne l'âge effectif de départ à la retraite et le taux d'emploi des travailleurs plus âgés), 3° du degré de redistribution et 4° de la responsabilité individuelle de l'assuré.<sup>1</sup> Madame la Ministre estime qu'il faudra discuter au moins les quatre points de divergences lors de la réunion du 9 juillet 2025 afin de pouvoir ficeler un paquet susceptible de faire l'objet d'un consensus.

En guise de conclusion, Madame la Ministre estime que le processus de consultation a été un exercice inédit au Luxembourg qui a permis d'encourager la participation d'un nombre inégalé de personnes.

\*

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

Madame la Députée Taina Bofferding (LSAP) se demande pourquoi Monsieur le Premier ministre a présenté, lors de la déclaration de politique générale sur l'état de la nation prononcée le 13 mai 2025, une piste qui ne fait pas partie des points de convergences identifiés dans le rapport final du processus de consultation et s'interroge sur la communication qui a eu lieu au sein du Gouvernement à cet égard. L'oratrice souhaite également savoir si la proposition de Monsieur le Premier ministre sera discutée avec les partenaires sociaux lors de la réunion prévue le 9 juillet 2025.

Dans sa réponse, Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Martine Deprez souligne que les points de convergences ont été mentionnés par Monsieur le Premier ministre dans la déclaration de politique générale sur l'état de la nation. Elle fait savoir que le Gouvernement a mené une discussion sur la base des résultats du processus de consultation et qu'il a été décidé de

---

<sup>1</sup> Pour le détail, il est renvoyé aux pages 33 à 35 du rapport final.

présenter la position gouvernementale longuement attendue dans le cadre de la déclaration de politique générale sur l'état de la nation. Madame la Ministre précise à cet égard qu'elle a été chargée d'entendre les différents points de vue dans le cadre du processus de consultation, mais non pas de présenter des éléments de la position gouvernementale avant la fin de ce processus. La position qui a finalement été présentée le 13 mai 2025 est composée de différents éléments, à savoir 1° l'application de la loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension<sup>2</sup>, 2° la prise en compte de différents parcours de vie et 3° l'augmentation du taux d'emploi des travailleurs plus âgés ainsi que le rapprochement entre l'âge effectif et l'âge légal de départ à la retraite grâce à une augmentation graduelle de la durée de la carrière d'assurance.

Madame la Députée Corinne Cahen (DP) se félicite de l'organisation du processus de consultation citoyenne qui lui semble être une initiative louable. Étant donné que les assurés ne disposent pas toujours des informations dont ils ont besoin pour calculer leur pension de vieillesse sur la base de leur carrière d'assurance individuelle, l'oratrice propose de développer un outil permettant de faciliter ce calcul.

Dans sa réponse, Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Martine Deprez fait savoir que la Caisse nationale d'assurance pension (ci-après « CNAP ») est en train d'élaborer une brochure qui contient des informations générales permettant aux assurés de se faire une idée de leur future pension de vieillesse. Elle précise en outre que les assurés reçoivent à partir de l'âge de 55 ans une estimation du montant de la pension d'invalidité auquel ils auraient droit le cas échéant. Madame la Ministre donne à considérer que le calcul du montant de la pension de vieillesse (anticipée) s'avère souvent fastidieux dans la mesure où de nombreux assurés ont une carrière mixte et que la CNAP ne dispose pas forcément de tous les éléments pour faire une estimation correcte. Par ailleurs, la Fonction publique a développé l'application myRH qui permet de demander une estimation de pension à partir de l'âge de 55 ans.

En ce qui concerne l'augmentation du taux d'emploi des travailleurs plus âgés mentionnée par Madame la Ministre, Madame la Députée Corinne Cahen juge opportun de prendre des mesures pour augmenter le taux d'emploi de la population générale. Une telle façon de procéder aurait le bénéfice de renforcer la protection contre la pauvreté des personnes âgées, et notamment des femmes, en leur permettant de réduire leur dépendance économique vis-à-vis d'une autre personne. L'oratrice estime que cette problématique devrait s'inscrire dans la discussion sur la réforme fiscale devant mener à un impôt individualisé des contribuables.

Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Martine Deprez se dit d'accord avec l'appréciation de l'oratrice précédente, tout en rappelant que

---

<sup>2</sup> Loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension et modifiant :

1. le Code de la sécurité sociale ;
2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de fer luxembourgeois ;
3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat ;
4. la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics ;
5. le Code du travail

l'augmentation du taux d'emploi dans le cadre de la réforme de l'assurance pension cible en premier lieu les personnes âgées.

Madame la Députée Djuna Bernard (déi gréng) se réfère aux réunions d'experts auxquels ont participé de nombreux Députés et qui ont permis de mener un échange de vues intéressant sur différents aspects. L'oratrice se rappelle que les participants aux réunions d'experts ont discuté de façon quasi-consensuelle de la possibilité de créer des mesures visant à inciter les assurés à prolonger leur vie active. En revanche, il n'a pas été question d'obliger les assurés à travailler plus longtemps, d'où la surprise générale provoquée le 13 mai 2025 lorsque Monsieur le Premier ministre a annoncé l'intention du Gouvernement de procéder à une augmentation graduelle de la durée de la carrière d'assurance. Elle estime que les participants aux réunions d'experts, et plus particulièrement les représentants de la jeunesse, ont eu l'impression de ne pas avoir été écoutés, ce qui peut expliquer leurs réactions négatives. L'oratrice se demande à cet égard dans quelle mesure Madame la Ministre a fait rapport à Monsieur le Premier ministre des discussions qui se sont déroulées lors des réunions d'experts.

Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Martine Deprez répond que la législation actuellement applicable prévoit d'ores et déjà des incitations en allouant une pension plus élevée aux assurés qui décident d'aller travailler plus longtemps. Or, ces incitations ont connu un succès limité. En outre, Monsieur le Premier ministre a eu une entrevue avec l'Organisation de coopération et de développements économiques (ci-après « OCDE ») où il a été souligné que l'âge effectif de départ à la retraite au Luxembourg est l'un des plus bas de l'OCDE. S'y ajoute le fait que le taux d'emploi des travailleurs plus âgés est l'un des plus faibles d'Europe. C'est également sur base de ces éléments que le Gouvernement a décidé de proposer la piste choisie pour assurer la soutenabilité de l'assurance pension.

Monsieur le Député Tom Weidig (ADR) se demande dans quelle mesure le processus de consultation « *Schwätz mat!* » peut être considéré comme étant représentatif et se renseigne sur l'âge et le profil socioéconomique des participants. L'orateur estime qu'il s'avère difficile de faire une analyse quantitative de ce processus qui permet plutôt de compiler les idées présentées par les participants. Il souhaite savoir quelles nouvelles idées le Gouvernement a pu apprendre grâce à cette consultation.

Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Martine Deprez précise dans sa réponse que le Gouvernement n'a pas eu l'intention de faire une enquête représentative ou un sondage, mais de lancer un processus de consultation permettant au grand public de formuler des questions et des idées sur le système des pensions. Toutes ces contributions ont été collectées lors de la phase de consultation qui a permis d'identifier trois thèmes principaux, à savoir l'équité, la durabilité et l'adaptabilité du système des retraites, qui ont finalement fait l'objet des trois réunions d'experts. Ce processus a permis de réceptionner une multitude d'idées différentes qui ont été documentées de façon transparente sur le site <https://pensioun.schwätzmat.lu>. Alors que le Gouvernement n'a pas pu prendre en compte l'ensemble des idées soumises, il est loisible aux partenaires sociaux de reprendre l'une ou l'autre de ces idées.

Tout en saluant l'idée même de lancer une consultation citoyenne, Monsieur le Député Georges Engel (LSAP) constate avec étonnement qu'avant même la finalisation de ce processus, Monsieur le Premier ministre a annoncé l'intention

du Gouvernement de procéder, à partir de 2030, à une augmentation de la durée de la carrière d'assurance de trois mois par an. C'est seulement à l'issue de la déclaration de politique générale sur l'état de la nation, qui a suscité de nombreuses critiques, que les propos de Monsieur le Premier ministre ont été interprétés comme étant une simple orientation ou proposition.

En guise de réponse, Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Martine Deprez rappelle que le processus de consultation s'est terminé avec la tenue de la dernière réunion d'experts en date du 24 avril 2025. Après cette échéance, le Gouvernement disposait donc de tous les éléments dont il avait besoin pour arrêter sa position qui a finalement été communiquée dans le cadre de la déclaration de politique générale sur l'état de la nation.

En se référant au deuxième point de convergence concernant la protection contre la pauvreté des personnes âgées (page 35 du rapport final), Monsieur le Député Georges Engel se renseigne sur la position du Gouvernement à l'égard d'une éventuelle augmentation de la pension minimum.

Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Martine Deprez rappelle que la question de la pauvreté des personnes âgées sera abordée dans le cadre du Plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté et renvoie dans ce contexte au Cahier statistique numéro 19 de l'Inspection générale de la sécurité sociale (ci-après « IGSS ») intitulé « *Prestations sociales et redistribution monétaire : quel rôle jouent-elles dans les inégalités de revenu au Luxembourg ?* »<sup>3</sup>.

En outre, Monsieur le Député Georges Engel souhaite savoir si le Gouvernement peut déjà proposer une piste pour résoudre la question de la pénibilité au travail.

Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Martine Deprez répond que la discussion sur la définition de cette notion sera lancée lors de la réunion du 9 juillet 2025.

Finalement, Monsieur le Député Georges Engel se réfère au deuxième point de divergence concernant l'âge de départ à la retraite et demande des précisions sur la notion de « *[ö]konomisch argumentierende Stimmen* » utilisée à la page 34 du rapport final.

Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Martine Deprez précise dans sa réponse qu'il s'agit des acteurs qui ont critiqué le faible taux d'emploi des travailleurs plus âgés au Luxembourg.

Sur base des explications reçues, Monsieur le Député Marc Baum (déi Lénk) essaie de décrire la situation telle qu'il l'a comprise. Ainsi, Monsieur le Premier ministre aurait présenté, lors de la déclaration de politique générale sur l'état de la nation, la position du Gouvernement en vue des négociations avec les partenaires sociaux. Cette position semble être composée de trois éléments principaux, à savoir l'augmentation de la durée de la carrière d'assurance de trois mois par an, l'application de la loi précitée du 21 décembre 2012 et la flexibilisation de la prise en compte des années d'études et de formation professionnelle.

---

<sup>3</sup> Cf. <https://igss.gouvernement.lu/fr/publications/aperçus-et-cahiers/cahiers-statistiques/202411no19.html>

Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Martine Deprez confirme que les trois éléments mentionnés par l'orateur précédent font partie intégrante de la position gouvernementale. S'y ajoutent deux éléments supplémentaires, à savoir les mesures prévues dans le Plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté et la contribution budgétaire de l'État afin d'assurer la stabilité du système des retraites pendant les quinze années à venir.

Monsieur le Député Marc Baum renvoie ensuite à la réunion de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale du 21 mai 2025 lors de laquelle Madame la Ministre a précisé que l'espérance de vie aurait augmenté de quatre ans pendant les douze dernières années. Or, selon l'Observatoire national de la santé, il semblerait que l'espérance de vie ait augmenté d'environ un an au cours de la dernière décennie.

Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Martine Deprez concède que le chiffre qu'elle a fourni lors de la réunion du 21 mai 2025 est erroné, tout en constatant que l'espérance de vie continue bel et bien à augmenter.

En ce qui concerne le faible taux d'emploi qui est critiqué par l'OCDE et d'autres acteurs, Monsieur le Député Marc Baum se dit d'accord avec des mesures visant à améliorer les conditions de travail afin d'encourager les assurés qui le souhaitent à prolonger leur vie active. Or, il estime que notre système des pensions, qui permet aux assurés concernés de prendre leur retraite à partir de 57 ou de 60 ans, constitue un progrès social et est une des clés du succès du Luxembourg.

Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Martine Deprez réitère que cette question fait partie intégrante de la position du Gouvernement qui sera discutée avec les partenaires sociaux lors de la réunion du 9 juillet 2025.

Enfin, Monsieur le Député Marc Baum demande si le Gouvernement dispose entretemps de modèles de calcul permettant de déterminer si les pistes proposées pourront effectivement assurer la soutenabilité de l'assurance pension. L'orateur se réfère dans ce contexte au Bilan technique du régime général d'assurance pension – 2022 dans lequel l'IGSS constate à la page 63 que « *[b]ien qu'une augmentation des âges légaux de départ à la retraite conduise à une diminution du temps moyen passé en retraite et ainsi à une réduction du coût des pensions de vieillesse, cet effet est contrebalancé par une prolongation des carrières d'assurance qui, à son tour, provoque un accroissement des montants moyens de pension.* »

Dans sa réponse, Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Martine Deprez renvoie à l'aperçu numéro 29 intitulé « *Prolongation de la carrière professionnelle dans le contexte du régime général d'assurance pension* » que l'IGSS a publié au mois de juin 2025. Ce document fournit un scénario « *prolongation* » qui incorpore une prolongation de la durée de cotisation de trois mois par an sur un intervalle de 20 ans, reflétant ainsi une hausse totale de la durée de cotisation de cinq ans. Il est convenu que l'aperçu numéro 29 sera diffusé aux membres de la commission parlementaire à l'issue de la présente réunion.

En réponse à une autre question de Monsieur le Député Marc Baum, le directeur de l'IGSS précise que les résultats financiers du régime général d'assurance pension de l'année 2024 seront disponibles sous peu.

En réaction aux explications fournies par Madame la Ministre, Monsieur le Député Marc Baum constate que la position du Gouvernement à l'égard de la pauvreté des personnes âgées prévoit le recours à des mesures en dehors du système des pensions plutôt qu'une augmentation structurelle de la pension minimum. Il souhaite savoir si cette position est également sujette à discussion. L'orateur constate en outre que la loi précitée du 21 décembre 2012 prévoit que l'allocation de fin d'année ne sera plus due si le taux de cotisation global dépasse 24%. Il se demande dès lors si l'apport budgétaire prévu par le Gouvernement, qui pourrait être considéré comme une augmentation de fait de la part de l'État dans les cotisations, mènera à une augmentation du taux de cotisation global.

En guise de réponse, Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Martine Deprez renvoie à la position du Gouvernement qui a été présentée dans le cadre de la déclaration de politique générale sur l'état de la nation et lors de la réunion de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale du 21 mai 2025 ainsi qu'à la réunion du 9 juillet 2025 lors de laquelle cette position sera discutée avec les partenaires sociaux.

En réponse à une question afférente de Madame la Députée Françoise Kemp (CSV), Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Martine Deprez confirme qu'elle a fait régulièrement rapport sur les positions et propositions soumises par les différentes parties prenantes dans le cadre du processus de consultation et que le Gouvernement a arrêté sa position sur base de ces rapports.

#### **4. 8543 Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2024)**

En guise d'introduction, Monsieur le Président Marc Spautz rappelle que, par courrier du 21 mai 2025, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a été invitée à communiquer à la Commission des Pétitions une prise de position au sujet du rapport d'activité annuel de l'Ombudsman et des recommandations la concernant.

Il passe ensuite la parole à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Martine Deprez qui souligne que 180 réclamations relevant du domaine de compétence du M3S ont été introduites dans le courant de l'exercice 2024, dont 43 ont été prises en compte pour le calcul du taux de correction. Ce taux s'élève à 97,7%.

##### ***Assurance dépendance***

L'Ombudsman a été saisi par un réclamant qui, en tant que fonctionnaire européen, a payé une contribution à l'assurance dépendance malgré le fait qu'il ne fait pas partie du cercle des bénéficiaires de celle-ci [2024/43]. En effet, l'Administration des contributions directes (ci-après « ACD ») perçoit, pour le compte de l'organisme gestionnaire de l'assurance dépendance, la contribution dépendance sur les revenus du patrimoine ainsi que sur certains revenus nets de pension. L'Ombudsman a d'abord saisi l'ACD qui a répondu que les bulletins d'impôt concernés avaient acquis autorité de chose décidée

étant donné que le contribuable n'avait pas réclamé endéans le délai légal. Il s'est ensuite adressé à l'assurance dépendance qui a finalement accordé au réclamant le remboursement de la contribution dépendance indûment payée. L'Ombudsman remercie l'assurance dépendance pour cette décision en faveur du réclamant.

### ***Caisse nationale d'assurance pension***

L'Ombudsman a été saisi du dossier d'un réclamant concernant aussi bien l'Association d'assurance accident (ci-après « AAA ») que la CNAP [2024/44]. Le réclamant a déclaré en février 2017 auprès de l'AAA un accident de travail qui est intervenu en décembre 2014. Sur base d'un avis du Contrôle médical de la sécurité sociale (ci-après « CMSS »), l'AAA a décidé que le réclamant est à considérer comme invalide au sens de l'article 187 du Code de la sécurité sociale. En même temps, le médecin-conseil du CMSS est arrivé à la conclusion que l'invalidité n'est pas exclusivement imputable à la maladie professionnelle reconnue par l'AAA. Conformément à l'article 186 du Code de la sécurité sociale, cette appréciation empêche le réclamant de bénéficier d'une pension d'invalidité parce qu'il ne justifie pas d'un stage de douze mois d'assurance au moins pendant les trois années précédant la date de l'invalidité constatée. Étant donné que le CMSS n'est pas disposé à modifier son avis, l'Ombudsman n'a aucune possibilité d'aider le réclamant. Il estime qu'il aurait été judicieux de trouver une solution adaptée au cas d'espèce.

Madame la Ministre confirme qu'un assuré n'a pas forcément droit à une pension d'invalidité si l'invalidité constatée n'est pas exclusivement en relation avec une maladie professionnelle reconnue ou un accident de travail. En effet, un assuré qui n'a pas pu travailler en raison d'une maladie professionnelle reconnue ou d'un accident de travail, mais dont l'invalidité n'est pas exclusivement imputable à cette maladie ou à cet accident, risque de ne pas remplir la condition de la période de stage nécessaire à l'octroi d'une pension d'invalidité. Le Gouvernement a pris conscience de cette problématique et s'efforcera de trouver une solution viable, tout en évitant d'encourager un recours disproportionné à la pension d'invalidité.

### ***Caisse nationale de santé***

En ce qui concerne les affaires relevant de la Caisse nationale de santé (ci-après « CNS »), l'Ombudsman a été saisi par une réclamante habitant en France au sujet d'une demande de coassurance auprès de la CNS [2024/45]. Suite à une intervention de l'Ombudsman auprès de la CNS, il s'est avéré que la réclamante n'avait pas fait certaines démarches auprès de la Caisse primaire d'assurance maladie en France. Selon le règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 relatif à la coordination des systèmes de sécurité sociale, la détermination de la coassurance des membres de la famille incombe en effet à l'organisme compétent du pays de résidence. L'Ombudsman recommande dès lors à la CNS d'informer clairement les administrés, de préférence par écrit, quant à l'instruction du dossier alors qu'il n'est pas toujours clair pour un administré quel organisme est compétent pour traiter sa demande. Par ailleurs, l'Ombudsman remercie la CNS pour sa réactivité et sa rapidité suite à son intervention dans ce dossier.

Ensuite, l'Ombudsman a été saisi d'une réclamation concernant des devis dentaires envoyés à la CNS [2024/46]. Il ressort de la prise de position de la CNS que le délai de traitement pour ce genre de demande est extrêmement

long. L'Ombudsman recommande dès lors à la CNS d'informer les administrés et les médecins-dentistes qui lui font parvenir des devis dentaires du délai de traitement de leur dossier afin de clarifier la situation dès réception de la demande.

L'Ombudsman a encore été saisi par une réclamante qui indiquait que son congé de maternité lui avait été rétroactivement retiré par la CNS [2024/47]. Après avoir perçu l'indemnité pécuniaire pendant plusieurs mois, la réclamante a reçu une lettre de la CNS l'informant qu'elle ne remplissait pas les conditions d'octroi du congé de maternité et lui demandant le remboursement de l'indemnité déjà perçue. Il s'est en effet avéré que l'assurée ne remplissait pas la condition de stage prévue à l'article 25 du Code de la sécurité sociale. Suite à l'intervention de l'Ombudsman, la CNS a cependant admis que le défaut de l'accomplissement de la condition de stage ne justifie pas la demande de remboursement des indemnités pécuniaires de maternité déjà perçues.

Un autre assuré a saisi l'Ombudsman concernant le refus de prise en charge d'un dispositif de correction auditive [2024/48]. Le réclamant a bénéficié d'un tel dispositif pour l'oreille droite en 2021. En septembre 2024, son médecin a constaté qu'il lui fallait également un dispositif pour l'oreille gauche. Étant donné que la demande n'a pas été faite endéans un an de la prise en charge du premier dispositif, la prise en charge du deuxième dispositif a été refusée conformément aux statuts de la CNS. L'Ombudsman regrette la rigidité des conditions de prise en charge même en cas de besoin avéré d'une correction auditive.

L'Ombudsman a également été saisi dans le cadre d'un dossier concernant la non-prise en charge de deux couronnes provisoires (code DB13) [2024/49]. Le réclamant n'a pas été informé du fait que cet acte aurait dû figurer sur le devis dentaire que le réclamant avait introduit auprès de la CNS. Dans sa décision de refus de prise en charge, la CNS a précisé que le CMSS avait émis un avis défavorable parce que les critères pour la prise en charge de couronnes provisoires n'étaient pas remplis. L'Ombudsman estime qu'il faudrait procéder à des aménagements réglementaires ou statutaires afin que la procédure devienne plus transparente pour l'assuré.

De manière générale, Madame la Ministre souligne que, dans la plupart des cas précités, les dispositions statutaires ou réglementaires actuellement en vigueur n'ont malheureusement pas permis de donner satisfaction aux assurés concernés.

Enfin, l'Ombudsman revient sur la réclamation dont il a été saisi en 2022 suite au refus par la CNS d'accorder un congé d'accueil à un couple de résidents luxembourgeois détenant la double nationalité luxembourgeoise et portugaise et ayant recueilli un enfant né par gestation pour autrui (ci-après « GPA ») en Ukraine [2024/50 – suivi 2022/38]. Sachant que les dispositions légales ne permettaient pas à la CNS d'accorder un congé de maternité, l'Ombudsman a demandé un règlement en équité, estimant qu'il était inéquitable et contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant de refuser le congé d'accueil à la mère. En mars 2024, la CNS a confirmé qu'elle ne peut pas aller à l'encontre des dispositions légales, mais elle ne s'est pas prononcée quant à la demande de l'Ombudsman de régler le dossier en équité. L'Ombudsman regrette cette absence de réponse quant à sa demande de règlement en équité et lance un appel urgent au législateur pour légiférer en la matière.

Madame la Ministre confirme que la législation applicable ne permet pas la reconnaissance d'un enfant issu d'une procréation médicalement assistée ou d'une GPA pratiquées à l'étranger. Il faut donc légiférer afin de porter remède aux difficultés constatées.

### **Centre commun de la sécurité sociale**

L'Ombudsman a été saisi par un réclamant dont l'affiliation a été refusée par le Centre commun de la sécurité sociale (ci-après « CCSS »). Le réclamant avait mis son autorisation d'établissement à la disposition de son employeur après avoir été engagé comme salarié-gérant. Par la suite, il a été licencié avec un préavis. Or, et afin de ne pas être tenu pour responsable en cas de mauvaise gouvernance alors qu'il avait été dispensé de prêter son préavis, le réclamant a décidé de retirer son autorisation d'établissement à l'entreprise. Cela a eu pour conséquence que le CCSS ne pouvait plus reconnaître l'affiliation du réclamant jusqu'à la fin du préavis. Or, le CCSS a pu établir que le réclamant n'avait aucun pouvoir de décision et a finalement reconnu l'affiliation de ce dernier jusqu'à la fin du préavis. L'Ombudsman tient à saluer la décision du CCSS de revoir ce dossier dans l'intérêt de l'administré.

\*

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

Monsieur le Député Meris Sehovic (déi gréng), rapporteur du débat d'orientation 8543 sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2024), constate que les dossiers concernant les procédures transfrontalières ou impliquant les fonctionnaires d'une organisation supranationale s'avèrent particulièrement compliqués. Au vu de cette situation, l'orateur s'interroge sur les efforts visant à améliorer la coordination des systèmes de sécurité sociale au niveau européen.

Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Martine Deprez précise dans sa réponse que les dossiers transfrontaliers tombent sous le champ d'application du règlement (CE) n°883/2004 précité qui est en voie de modification. Le Luxembourg, qui est particulièrement concerné par le règlement (CE) n°883/2004 précité, participe activement aux négociations à Bruxelles afin d'obtenir des améliorations au niveau de ce règlement. En outre, des efforts sont entrepris pour améliorer l'échange de données entre États membres grâce à la digitalisation de ces données. Par ailleurs, des mesures ont été prises pour améliorer la prise en charge des fonctionnaires européens affiliés au Régime commun d'assurance maladie des institutions de l'Union européenne.

En ce qui concerne plus particulièrement l'assurance pension, Monsieur le Président Marc Spautz donne à considérer que la situation des assurés ayant une carrière mixte s'avère souvent complexe dans la mesure où la pension d'un pays donné n'est versée que si le demandeur remplit les conditions d'octroi prévues par la législation de ce pays.

Un courrier reprenant les éléments ci-avant sera transmis à Monsieur le Président de la Chambre des Députés avec prière de le transmettre à Madame la Présidente de la Commission des Pétitions.

**5. Divers**

Monsieur le Président Marc Spautz propose de convoquer une réunion jointe de la Commission du Travail et de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale afin de faire le suivi du débat public du 18 juin 2025 relatif à la pétition publique 3254 intitulé « *Flexibilité Pour Toutes Les Femmes Atteintes D'Endométriose Dans Le Cadre De Leur Travail* ».

En réponse à une question afférente de Madame la Députée Djuna Bernard, Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Martine Deprez informe l'assistance que le Conseil de gouvernement, lors de sa réunion du 27 juin 2025, a marqué son accord avec un avant-projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière. Ce texte vise, entre autres, à autoriser la prise en charge de patients mineurs par le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation. Il est prévu de présenter le projet de loi en question lors de la réunion de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale du 16 juillet 2025.

**Procès-verbal approuvé et certifié exact**



---

# Schwätz mat! Abschlussbericht

## D'Zukunft vun eiser Altersofsécherung

Ergebnisse des Konsultationsprozesses  
zur zukünftigen Gestaltung der Altersvorsorge  
Oktober 2024 bis Juli 2025

# Inhalt

<b>Über „Schwätz mat!“ .....</b>	<b>3</b>
<b>Methodik der Auswertung.....</b>	<b>9</b>
<b>1) Die Formate.....</b>	<b>12</b>
Konsultation der Öffentlichkeit .....	12
Konsultationen der Stakeholder.....	15
Online-Dialog der Öffentlichkeit.....	19
Expertenrunden.....	23
<b>2) Die Phasen.....</b>	<b>26</b>
Phase 1: Grundlagen schaffen.....	26
Phase 2: Standpunkte austauschen.....	31
<b>3) Die Hauptergebnisse .....</b>	<b>37</b>
<b>Impressum .....</b>	<b>40</b>

# Über „Schwätz mat!“

## Worum ging es bei „Schwätz mat!“?

Mit „Schwätz mat! D'Zukunft vun eiser Altersofsécherung“ hat das Ministerium für Gesundheit und soziale Sicherheit im Auftrag der luxemburgischen Regierung einen umfassenden Konsultationsprozess zur zukünftigen Gestaltung der Altersvorsorge durchgeführt. Ziel von „Schätz mat!“ war es, frühzeitig die Meinungen und Perspektiven von Bürgerinnen und Bürgern, Akteurinnen und Akteuren aus der Zivilgesellschaft sowie von Expertinnen und Experten in die Diskussion über die Zukunft des Rentensystems einzubeziehen. „Schwätz mat!“ hat so eine sachliche und transparente Auseinandersetzung mit einem komplexen Thema ermöglicht, das viele Menschen direkt betrifft. Im Mittelpunkt des „Schwätz mat!“-Prozesses standen Information, Beteiligung und Dialog, mit dem Anspruch, die Ergebnisse in die weitere politische Diskussion einfließen zu lassen.

Der Gesamtprozess lief von Oktober 2024 bis Juli 2025. Er war in zwei Phasen unterteilt: Eine Konsultationsphase, die von Oktober bis Ende des Jahres 2024 stattfand, und eine Dialogphase, die von Februar bis Ende April 2025 stattfand. Die beiden Phasen unterschieden sich sowohl in ihren konkreten Zielsetzungen als auch in den durchgeführten und geplanten Formaten. Abgeschlossen wurde „Schwätz mat!“ mit der Präsentation der Ergebnisse Anfang Juli 2025.



Abbildung 1: Der „Schwätz mat!“-Prozess schematisch dargestellt.

## Wie konnte man sich beteiligen?

Die Beteiligungsmöglichkeiten richteten sich sowohl an Stakeholder, Expertinnen und Experten als auch an die interessierte Öffentlichkeit. Um diesen Zielgruppen adäquate Beteiligungsmöglichkeiten anzubieten, wurden verschiedene Formate eingesetzt. Zu den einzelnen Ergebnissen und Teilnehmendenzahlen siehe auch Abschnitt „1) Die Formate“. Zentral für den Prozess war auch die Online-Plattform [pensioun.schwätzmat.lu](https://pensioun.schwätzmat.lu), auf der alle Zwischenergebnisse, Auswertungen und Hintergrunddokumente veröffentlicht wurden.

### Phase 1: Grundlagen schaffen

Während der Konsultation der Öffentlichkeit in Phase 1 konnten Bürgerinnen und Bürger über ein Online-Formular ihre Vorschläge für eine nachhaltige Altersvorsorge einbringen. Die Fragestellung war bewusst offen und das Format niedrigschwellig, um aus den Beiträgen selbst wichtige Themen

und Ideen ableiten zu können. Für Interessierte sollte es möglichst einfach sein, die eigene Meinung einzureichen. Aus diesem Grund wurde auf eine Anmeldung und das Abfragen soziodemografischer Daten verzichtet. Die Daten wurden rein qualitativ ausgewertet. Um die Datenmenge überschaubar zu halten war ein Beitrag auf 500 Zeichen begrenzt, es war aber möglich mehrere Beiträge pro Person einzureichen.

Parallel fanden persönliche Konsultations-Termine der Ministerin mit relevanten Stakeholdern statt. Das Ziel war einen geschützten Raum anzubieten, um die Einschätzungen und Vorschläge zum Rentensystem zu hören. Gleichzeitig wurden die Termine, Teilnehmenden und Ergebnisse transparent dokumentiert. Die eingeladenen Organisationen brachten sehr vielfältige Perspektiven zum Thema ein und vertraten – wie auch die Bürgerinnen und Bürger – unterschiedlichste Ansichten zu einer möglichen Reform. Zu den vergleichenden Ergebnissen der Phasen siehe auch den Abschnitt „2) Die Phasen“.

Auf diese Weise brachte die Konsultationsphase vielfältige Einschätzungen, Ideen und Perspektiven zutage. Die Ergebnisse wurden daraufhin ausgewertet, wichtige Themengebiete und Argumente abgeleitet. Ergänzt durch die Analyse statistischer Daten und wissenschaftlicher Publikationen wurden durch die Fachbeamten des Ministeriums konkrete Thesen ausgearbeitet, die in der zweiten Phase zur Diskussion gestellt wurden.

## **Phase 2: Standpunkte austauschen**

Interessierte Bürgerinnen und Bürger konnten in einem Online-Dialog diese Thesen bewerten und ihre Antworten begründen. Im Gegensatz zur ersten Phase waren jetzt die Abstimmungsergebnisse wie auch die Begründungen und Kommentare online sichtbar, es war also möglich andere Perspektiven zu lesen und sich dazu auszutauschen. Um Mitzumachen war eine Anmeldung auf der Online-Plattform nötig, eine anonyme Teilnahme war aber möglich. Der Online-Dialog wurde täglich moderiert.

Als weiteres Format in der Dialogphase wurden drei Expertenrunden durchgeführt. Thematisch basierten auch sie auf den Ergebnissen der ersten Phase und konkreten Thesen dazu. Die Mitglieder der Expertenrunde erhielten zu den Themen wissenschaftlichen Input sowie einen Überblick über die Ergebnisse des Online-Dialogs. Wie auch der Online-Dialog hatten die Expertenrunden zum Ziel unterschiedliche Perspektiven sichtbar zu machen und eine Möglichkeit zum Dialog unter den Stakeholdern zu bieten.

Während also in der ersten Phase vor allem Input gesammelt und aufbereitet wurde, stand in der zweiten Phase der Austausch im Vordergrund. Es ging darum verschiedene Möglichkeiten einer Reform des Rentensystems zu diskutieren und abzuwägen. Über beide Phasen hinweg ist „Schwätzmat!“ ein konsultativer Prozess, der die Zukunft der Altersabsicherung ins öffentliche Interesse rückt, die Information und den Austausch über das Thema fördert und der Regierung einen zusätzlichen Input zur Abwägung und Entscheidungsfindung liefert. Siehe dazu auch unten „Wie geht es weiter?“

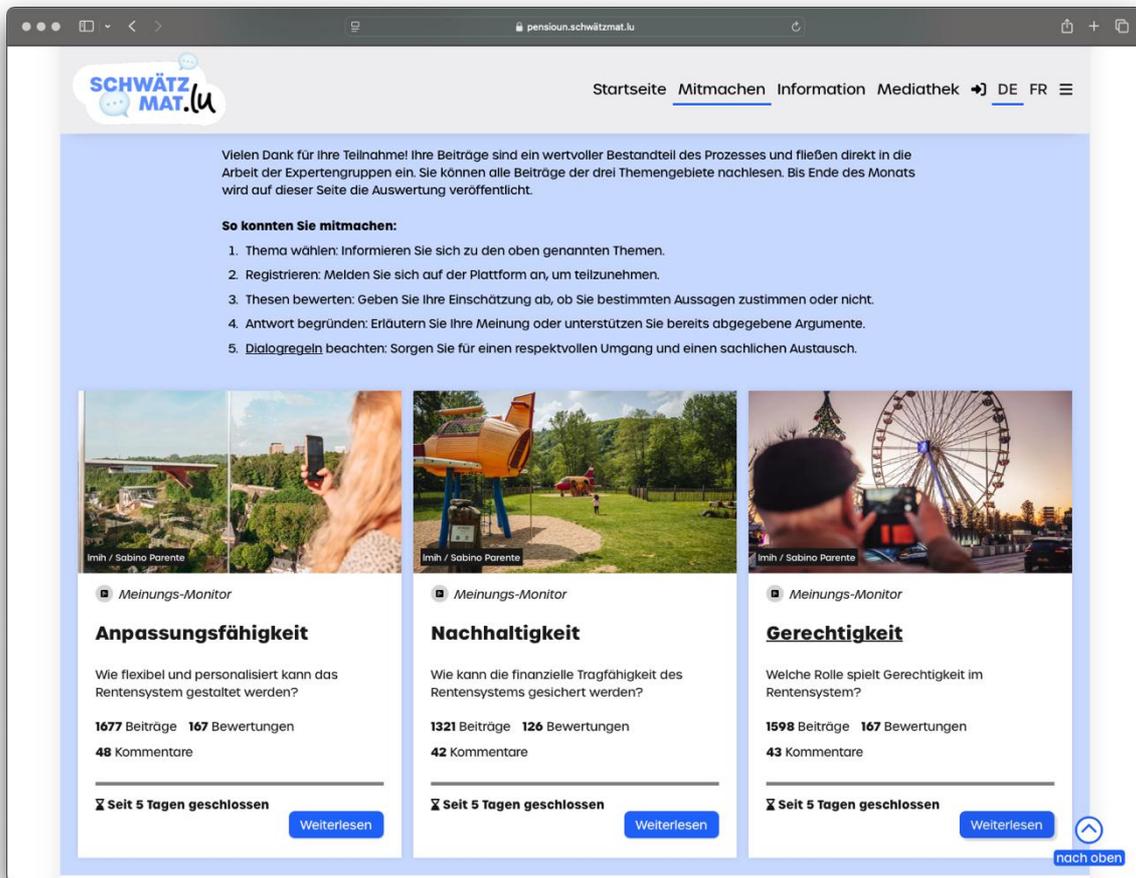


Abbildung 2: Die Mitmach-Seite des Online-Dialogs der zweiten Phase.

## Wer hat sich beteiligt?

Der Konsultationsprozess „Schwätz mat!“ wurde von einer großen Bandbreite an Menschen mitgetragen: interessierte Bürgerinnen und Bürger, zivilgesellschaftliche Organisationen, nationale Verbände und Interessenvertretungen sowie zahlreiche Fachpersonen aus Politik, Wissenschaft und Verwaltung haben sich eingebracht. Damit konnten spezifisches Fachwissen, unterschiedliche politische Positionen sowie vielfältige persönliche Erfahrungen in die Diskussion einfließen. Siehe zu spezifischen Angaben der einzelnen Formate den Abschnitt „1) Die Formate“.

### Beteiligung von Bürgern

Insgesamt haben sich über beide Beteiligungsphasen hinweg über 9.000 eindeutige Besucherinnen und Besucher der Online-Plattform mit dem Thema befasst. Hinzukommen viele zehntausende Menschen, die sich über die umfangreiche Berichterstattung in der nationalen und grenzüberschreitenden Presse informiert haben oder das Thema im privaten oder beruflichen Kontext diskutiert haben. Insgesamt ergaben sich über die reine Beteiligungsdauer von 86 Tagen bereits über 42.000 Seitenaufrufe und mehr als 6.500 Interaktionen (Thesenbewertungen, Begründungen, Kommentare, Forenbeiträge)

Konsultation der Öffentlichkeit (4. Oktober – 2. Dezember 2024, 59 Tage):

- 4.525 eindeutige Besucherinnen und Besucher
- 14.098 Seitenaufrufe
- 2.022 Beiträge im Forum

Online-Dialog der Öffentlichkeit (12. Februar – 9. März 2025, 27 Tage):

- 4.907 eindeutige Besucherinnen und Besucher
- 28.070 Seitenaufrufe
- 801 registrierte Teilnehmende
- 4.587 Bewertungen zu den 21 gestellten Thesen

## Beteiligung von Stakeholdern

Zur Beteiligung von Fachöffentlichkeit und Politik fanden 15 Stakeholder-Gespräche<sup>1</sup> und drei Expertenrunden statt, bei denen insgesamt 119 Vertreter bzw. Experten aus 42 unterschiedlichen Organisationen teilnahmen – darunter Fachleute aus Parteien und Jugendparteien, Gewerkschaften, Arbeitgeberverbänden, Fachorganisationen und -verbänden, zivilgesellschaftlichen und staatlichen Interessenvertretungen sowie Expertinnen und Experten aus Verwaltung und Wissenschaft. Die beteiligten Organisationen sind im Folgenden dargestellt:

### Fraktionen und politische Gruppen in der Abgeordnetenammer

- CSV – Chrëschtlech Sozial Vollekspartei
- DP – Demokratesch Partei
- LSAP – Lëtzebuurger Sozialistesche Arbechterpartei
- ADR – Alternativ Demokratesch Reformpartei
- Déi Gréng
- Piraten – Piratpartei Lëtzebuerg
- Déi Lénk

### Jugendorganisationen der Parteien

- CSJ – Chrëschtlech-Sozial Jugend
- JDL – Jonk Demokraten Lëtzebuerg
- JSL – Jonk Sozialisten Lëtzebuerg
- ADRenalin – Jugendorganisation der ADR
- Déi jonk Gréng
- Jonk Piraten
- Déi jonk Lénk

### Studierenden- und Jugendvertretungen

- ACEL – Association des Cercles d'Étudiants  
Luxembourgeois
- CNEL – Conférence nationale des élèves du  
Luxembourg
- Jugendrot – Conseil National de la Jeunesse du  
Luxembourg

### Gewerkschaften

- OGBL – Onofhängege Gewerkschaftsbond  
Lëtzebuerg
- LCGB – Lëtzebuurger Chrëschtleche  
Gewerkschaftsbond
- CGFP – Confédération Générale de la Fonction  
Publique
- FGFC – Fédération Générale de la Fonction  
Communale
- ALEBA – Association Luxembourgeoise pour tous les  
Employés ayant Besoin d'Assistance

### Wirtschafts- und Arbeitgeberverbände

- UEL – Union des Entreprises Luxembourgeoises
- ACA – Association des Compagnies d'Assurances et  
de Réassurances
- CPL – Centrale Paysanne Luxembourgeoise
- BA – Baueren Allianz
- FLB – Fräie Lëtzebuurger Bauerverband
- Privatwënzer Lëtzebuerg asbl

### Zivilgesellschaftliche Organisationen

- Association Frontaliers Luxembourg asbl
- CNFL – Conseil National des Femmes du  
Luxembourg
- EOS – Entente des Offices Sociaux
- Fondation IDEA
- GERO – Kompetenzzentrum für den Alter
- Improof
- Mouvement Écologique

---

<sup>1</sup> Inklusive der zwei zusätzlich durchgeführte Stakeholder-Termine außerhalb der Konsultationsphase. Vergleiche Abschnitt „Konsultationen der Stakeholder“.

### **Verwaltung, Wissenschaft und beratende Gremien**

- CNAP – Caisse nationale d'assurance pension
- CNFP – Conseil national des finances publiques
- CSDD – Conseil Supérieur pour un Développement Durable
- FDC – Fonds de compensation commun au régime général de pension
- IGSS – Inspection Générale de la Sécurité Sociale
- LISER – Luxembourg Institute of Socio-Economic Research
- STATEC – Institut national de la statistique et des études économiques du Luxembourg

### **Keine repräsentative Bürgerbeteiligung – aber vielfältige Stimmen**

Die Beteiligung im Rahmen von „Schwätz mat!“ war bewusst niedrigschwellig konzipiert – insbesondere in der ersten Konsultationsphase war keine Anmeldung erforderlich, um möglichst viele Menschen zur Teilnahme zu motivieren. Gleichzeitig bedeutet das auch, dass soziodemografische Daten nur im Rahmen des Online-Dialogs der zweiten Phase erhoben wurden. Dieser kann somit exemplarisch Auskunft über die Zusammensetzung der Teilnehmenden geben. Dabei ist aber zu beachten, dass der Online-Dialog ein Partizipations-Angebot an interessierte Bürgerinnen und Bürger war. Es war nicht das Ziel eine für die Wohn- oder Arbeitsbevölkerung Luxemburgs repräsentative Stichprobe zusammenzustellen. Um die Teilnehmerschaft des gesamten „Schwätz mat!“-Prozesses besser einschätzen zu können, hilft es zu verstehen, welche Gruppen beim Online-Dialog in Phase 2 deutlich über- oder unterrepräsentiert waren. Mehr Informationen dazu im Auswertungsbericht des Online-Dialogs.

- Der Männeranteil lag bei knapp 71 %, der von Frauen bei 28 % (divers: 1 %). Die tatsächliche Verteilung der Wohnbevölkerung ist 50/50 % (divers nicht erhoben).
- Die Altersgruppe 50–69 Jahre war mit über 59 % der Teilnehmenden deutlich überrepräsentiert (Wohnbevölkerung: 24 %).
- Junge Menschen unter 40 sowie alte Menschen ab 80 Jahren waren hingegen deutlich unterrepräsentiert.
- Auch Grenzgängerinnen und Grenzgänger, die in Luxemburg arbeiten, waren deutlich unterrepräsentiert (86 % der Teilnehmenden gaben an, in Luxemburg zu wohnen)

Diese Verzerrungen sind typisch für Beteiligungsverfahren mit Selbstselektion. Auch bei fehlender Repräsentativität sind die eingegangenen Beiträge Ausdruck eines großen Engagements. Sie geben wertvolle Einblicke in die Themen, Argumente und Vorstellungen derjenigen, die sich aktiv mit dem Thema Altersvorsorge beschäftigt haben. Die Ergebnisse sind nicht quantitativ repräsentativ, liefern jedoch qualitative Tiefenschärfe und Impulse für die politische Weiterarbeit. Vor allem eine quantitative Interpretation der Ergebnisse muss diese Verschiebung aber beachten.

### **Wie geht es weiter?**

„Schwätz mat!“ ist ein konsultativer Prozess. Er rückt die Zukunft der Altersabsicherung ins öffentliche Interesse, fördert die Information und den Austausch über das Thema und liefert der Regierung einen zusätzlichen Input zur Abwägung und Entscheidungsfindung. Im „Schwätz mat!“-Prozess selbst werden keine Entscheidungen zu möglichen Richtungen oder Maßnahmen einer Reform getroffen. Wie alle konsultativen Beteiligungsprozesse berät er die Entscheidungsfindung.



Abbildung 3: Im Konsultationsprozess „Schwätz mat!“ werden keine Entscheidungen getroffen. Er ist in den üblichen politisch-administrativen Gesetzgebungsprozess eingebettet.

Die Auswertung des Gesamtprozesses sowie die Ergebnisse der einzelnen Formate werden dem zuständigen Ministerium zur Verfügung gestellt, damit sie in den weiteren politisch-administrativen Prozess einfließen können. Damit ist der Konsultationsprozess abgeschlossen und die politische Verantwortung, die gewonnenen Erkenntnisse in tatsächliche Reformschritte umzusetzen, beginnt. Alle Zwischenergebnisse, Protokolle und Auswertungsberichte stehen der Öffentlichkeit weiterhin auf [pensioun.schwätzmat.lu](https://pensioun.schwätzmat.lu) zur Verfügung.

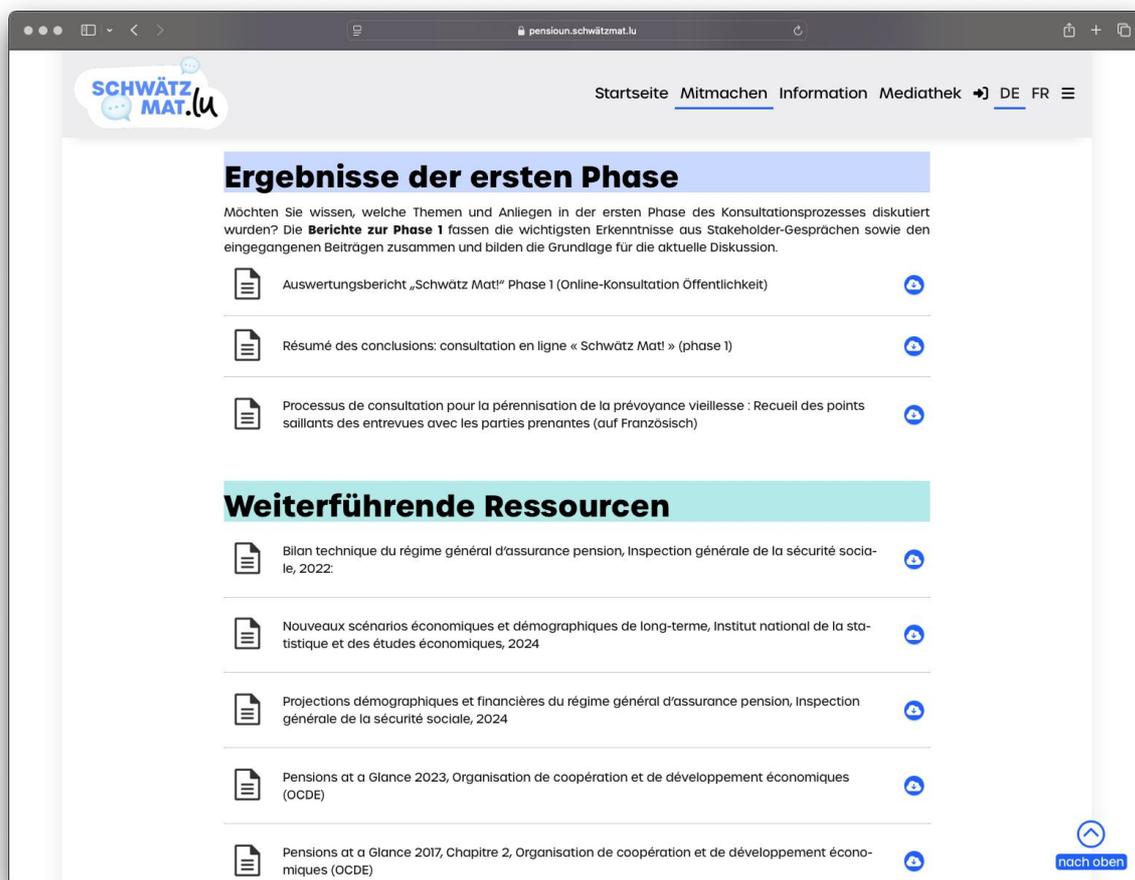


Abbildung 4: Alle Zwischenergebnisse und weiterführenden Ressourcen sind online verfügbar.

# Methodik der Auswertung

Alle Formate wurden separat dokumentiert und ausgewertet. Die einzelnen Dokumentationen enthalten Angaben über die Vorgehensweise der Auswertung. Im Folgenden sind die Vorgehensweisen, Methoden und eingesetzten Tools kurz zusammengefasst.

## Konsultation der Öffentlichkeit (Phase 1)

Die Auswertung der Online-Konsultation erfolgte in fünf aufeinanderfolgenden Schritten basierend auf der qualitativen Inhaltsanalyse nach Kuckartz und Rädiker (2024). Detailliertere Informationen zur Auswertung der Konsultation der Öffentlichkeit finden sich im zugehörigen Auswertungsbericht, der auf [pension.schwätzmat.lu](https://pension.schwätzmat.lu) veröffentlicht ist.

- Vorbereitung: Alle Beiträge wurden vollständig gelesen, themenfremde Inhalte aussortiert und Duplikate entfernt. Auswertungssprachen waren Französisch, Deutsch und Englisch. Luxemburgische Beiträge wurden maschinell ins Deutsche übersetzt und durch Muttersprachler überprüft.
- Kategoriensystem: Die Hauptthemen wurden induktiv aus dem Material entwickelt, unterstützt durch Claude 3.5 Sonnet. Das iterative Verfahren erfolgte sprachspezifisch, um Materialnähe und Konsistenz zu gewährleisten, mit anschließender manueller Überprüfung.
- Codierung: Die systematische Zuordnung von Textabschnitten zu Kategorien erfolgte mit MaxQDA in einem kombiniert automatisiert-manuellen Verfahren. Nach einem ersten Durchlauf wurde das System verfeinert und Subkategorien definiert.
- Quantifizierung: Zusätzlich zur qualitativen Analyse wurden Häufigkeiten von Themen und Unterthemen erfasst, wobei wortgleiche Beiträge einbezogen wurden.
- Verbindungsmuster: Ein zweistufiger Ansatz kombinierte quantitative Häufigkeitsanalysen mit qualitativer Inhaltsanalyse. Claude 3.5 Sonnet unterstützte die Identifikation von Argumentationsmustern durch Kontextualisierung, Interpretation, Vergleich und Themenvertiefung. Die automatisierten Schritte wurden durch mit dem Material vertraute Personen überprüft und korrigiert.
- Behandlung von mehrfach eingereichten wortgleichen Beiträgen: Um Verzerrungseffekte zu vermeiden wurden diese zur qualitativen Analyse einmal pro Sprache, für quantitative Analysen in eingereicherter Anzahl berücksichtigt.

## Stakeholder-Konsultationen (Phase 1)

Von jedem Konsultationstermin wurde durch einen Mitarbeiter des Ministeriums ein Ergebnisprotokoll angefertigt. Das Protokoll wurde mit den Vertreterinnen und Vertretern der entsprechenden Organisationen abgestimmt und anschließend mit allen relevanten Anlagen veröffentlicht. Nach Abschluss der Termine wurde durch denselben Mitarbeiter – der bei allen Konsultationsterminen anwesend war – eine thematische Auswertung vorgenommen. Die Auswertung ist wie auch alle Protokolle mit zugehörigen Anlagen auf [pensioun.schwätzmat.lu](https://pensioun.schwätzmat.lu) veröffentlicht.



Abbildung 5: Das Team des Ministeriums stellte eine umfassende Dokumentation aller Stakeholder-Konsultationen sicher.

## Online-Dialog der Öffentlichkeit (Phase 2)

Die Auswertung des Online-Dialogs kombinierte quantitative und qualitative Methoden zur Analyse von Abstimmungsverhalten (Bewertungen der Thesen) und Textbeiträgen (Begründungen und Kommentare). Detailliertere Informationen zur Auswertung der Konsultation der Öffentlichkeit finden sich im zugehörigen Auswertungsbericht, der auf [pension.schwätzmat.lu](https://pension.schwätzmat.lu) veröffentlicht ist.

- Quantitative Auswertung: Abstimmungsdaten auf fünfstufiger Skala wurden erfasst und zentrale Kennwerte berechnet (Mittelwerte, Beitragsanzahl, Begründungsanteil, Kommentaranzahl). Die Visualisierung erfolgte durch gestapelte Balkendiagramme, ergänzt durch Kontextualisierung mit qualitativen Ergebnissen zur Identifikation von Konfliktthemen.
- Qualitative Auswertung - Vorbereitung: Vollständige Lektüre aller Beiträge, Aussortierung themenfremder Kommentare und maschinelle Übersetzung mit Muttersprachler-Kontrolle.
- Argumentationsanalyse: Induktive Ableitung qualitativer Argumente basierend auf Kuckartz und Rädiker (2024), unterstützt durch Claude 3.5 Sonnet. Manuelle Überprüfung und Häufigkeitserfassung mit Strukturierung nach Abstimmungskategorien.
- Polarisierungsanalyse: Systematische Identifikation polarisierender Thesen anhand etablierter Kriterien: Bimodalität der Verteilung, Gleichmäßigkeit über Bewertungsspektrum und Abwesenheit von Konsens.
- Verbindungsmuster: Themenbereichsspezifische Analyse wiederkehrender Argumente, ergänzt durch Untersuchung demografischer Zusammenhänge. Anwendung der typenbildenden Inhaltsanalyse mit digitaler Unterstützung zur semantischen Mustererkennung.

## Expertenrunden (Phase 2)

Die eingeladenen Expertinnen und Experten diskutierten in drei Sitzungen drei unterschiedliche Themen nach derselben Methodik. Die Teilnehmenden äußerten sich zu den Themen in jeweils zwei Diskussionsrunden. Dabei hatten sie sowohl die Möglichkeit in einer Tour de table ihre Positionen zum Thema darzulegen als auch sich anschließend mit den anderen Akteuren in einer moderierten Diskussion auszutauschen.

Die Beiträge der beiden Diskussionsrunden wurden vom Moderationsteam sichtbar für die Mitglieder des Gremiums mitgeschrieben und thematisch sortiert. Nach den Sitzungen wurden alle Beiträge transkribiert und inhaltlich zusammengefasst. Der Fokus der Auswertung lag dabei auf der Identifizierung von gemeinsamen Positionen und unterschiedlichen Sichtweisen auf die zentralen Themen der jeweiligen Sitzung.

Die Transkription erfolgte automatisiert und wurde durch die Personen, die die Notizen in der Sitzung genommen haben, überprüft. Die Analyse der Inhalte erfolgte mit digitaler Unterstützung (Claude 3.5 Sonnet) und wurde durch zwei in der Sitzung anwesende Moderatoren geprüft und korrigiert. Die Fotos der Mitschriften, die Transkriptionen sowie die Auswertungen sind in den Dokumentationen der jeweiligen Sitzung auf [pension.schwätzmat.lu](http://pension.schwätzmat.lu) dokumentiert.

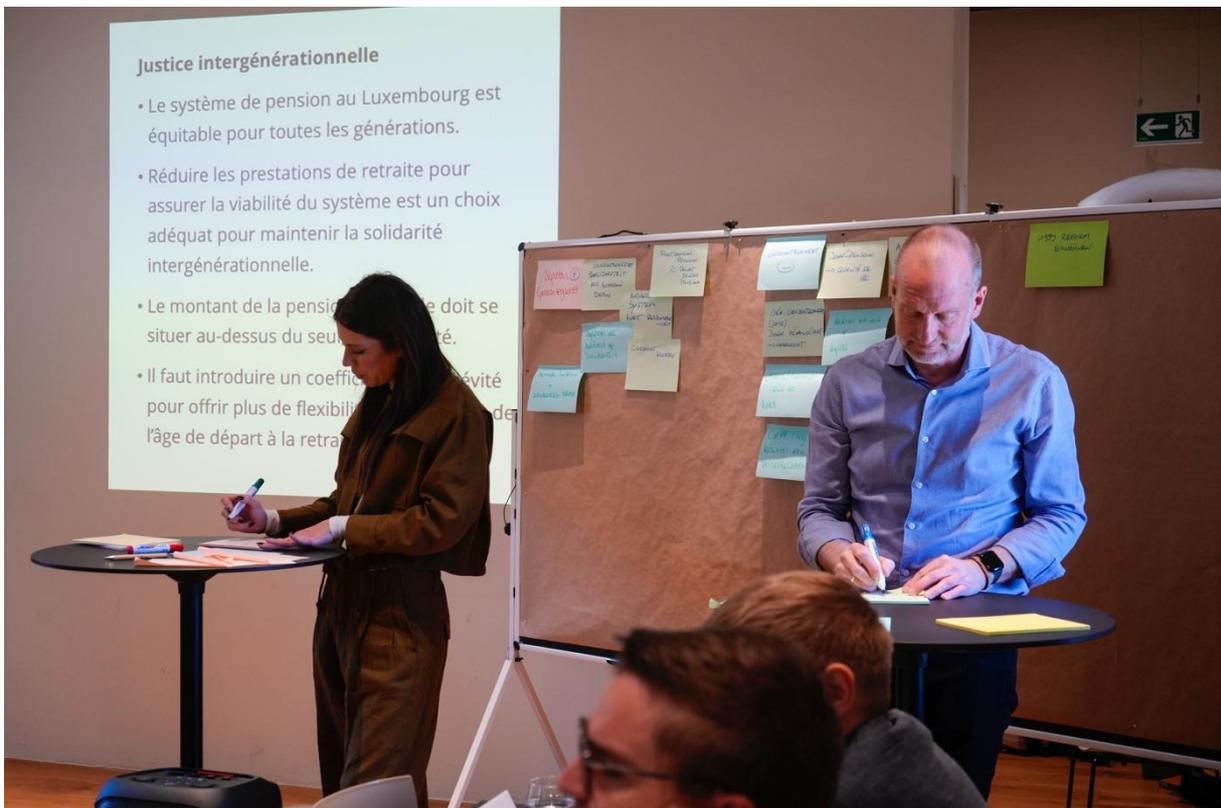


Abbildung 11: Die Beiträge der beiden Diskussionsrunden wurden vom Moderationsteam sichtbar für die Mitglieder des Gremiums mitgeschrieben und thematisch sortiert.

# 1) Die Formate

## Konsultation der Öffentlichkeit

### Ziel und Fragestellung des Formats

Gleich zu Beginn von „Schwätz mat!“ sollte allen Interessierten eine niedrigschwellige Beteiligungsmöglichkeit zur Frage der nachhaltigen Gestaltung der Altersvorsorge offenstehen. Direkt auf der Startseite der Online-Plattform wurden die Besuchenden daher bewusst offen gebeten: „Teilen Sie uns Ihre Vorschläge für eine nachhaltige Altersvorsorge mit.“



Zwischen dem 4. Oktober und dem 2. Dezember 2024 sind knapp über 2000 Beiträgen eingegangen. In zwei Fällen wurden mehrfach wortgleiche Beiträge eingereicht (57 Mehrfachbeiträge zu Nachhaltigkeitsaspekten und 734 Mehrfachbeiträge zu Aspekten der Systemsicherung). Während dieser Zeit haben 4.525 eindeutige Besucherinnen und Besucher die Seite besucht.

Alle Beiträge wurden inhaltsanalytisch ausgewertet. Die Methodik der Auswertung und die Ergebnisse im Detail finden sich im Auswertungsbericht. Dieser ist wie auch die Originalbeiträge unter [pensioun.schwätzmat.lu](https://pensioun.schwätzmat.lu) einsehbar.

### Hauptthemen

Die Analyse offenbart neun Hauptkategorien, die hier nach der Häufigkeit ihrer Nennungen sortiert sind.

- 1. Rentenhöhe und Deckelung:** Vorschläge zur Auszahlungsseite des Rentensystems umfassen Forderungen nach einer Anhebung der Mindestrente (Vorschläge häufig zwischen 2.500 bis 3.000 €/Monat), einer Deckelung hoher Renten (Vorschläge häufig zwischen 5.000 bis 8.000 €/Monat) und der Beibehaltung der Rentenanpassung.
- 2. Alternative Finanzierungsmodelle des Rentensystems:** Vorschläge zur Ergänzung der Beitragsfinanzierung des Rentensystems beinhalten Steuern oder Vermögensabgaben sowie aktivere Anlagestrategien – häufig in Bezug auf erfolgreiche internationale Modelle (z.B. Norwegischer Staatsfonds).
- 3. Renteneintrittsalter und Übergänge:** Vorschläge zur Anpassung des Renteneintrittsalters und zu flexiblen Übergangsmoellen legen besonderes Augenmerk auf berufsspezifische Regelungen für körperlich belastende Berufe sowie auf Modelle, die eine schrittweise Reduzierung der Arbeitszeit ermöglichen.
- 4. Beitragshöhe und -grenzen:** Vorschläge in Bezug auf das Beitragssystem umfassen eine Aufhebung der Beitragsbemessungsgrenze, moderaten Beitragserhöhungen (Vorschläge häufig zwischen 0,5 bis 2 Prozentpunkte) und der Erweiterung der Beitragsbasis über klassisches Arbeitseinkommen hinaus (z.B. Beiträge auf technologiebasierte Einnahmen).

5. **Nachhaltige Ausrichtung des Rentensystems:** Die Vorschläge fokussieren auf langfristige Stabilität und eine ökologische Ausrichtung des Rentensystems. Sie betonen nachhaltige Investitionen, Generationengerechtigkeit und eine Entkopplung des Rentensystems vom Wirtschafts- und Bevölkerungswachstum.
6. **Harmonisierung der Systeme:** Die Vorschläge zielen auf die Vereinheitlichung der Rentensysteme des öffentlichen Diensts und der Privatwirtschaft ab. Sie umfassen Forderungen nach gleichen Regeln, mehr Transparenz und Gerechtigkeit sowie eine Vereinfachung der Verwaltung.
7. **Zusätzliche Altersvorsorge:** Vorschläge zur Stärkung privater und betrieblicher Altersvorsorge (zweite und dritte Säule). Im Fokus stehen steuerliche Anreize (häufiger wird die Anhebung der Obergrenze der steuerlichen Absetzbarkeit auf etwa 6.000 € vorgeschlagen).
8. **Berücksichtigung besonderer Lebenslagen:** Die Vorschläge thematisieren die rentenrechtliche Anerkennung von Lebensphasen wie Kindererziehung, Studium oder Pflege. Ziel ist es, Nachteile zu minimieren und Rentenansprüche gerechter zu gestalten, insbesondere für Frauen.
9. **Besteuerung der Renten:** Die Vorschläge thematisieren die steuerliche Behandlung von Renteneinkünften. Im Fokus stehen progressive Steuersätze, Entlastung niedriger Renten und eine sozial ausgewogene Steuerpolitik.

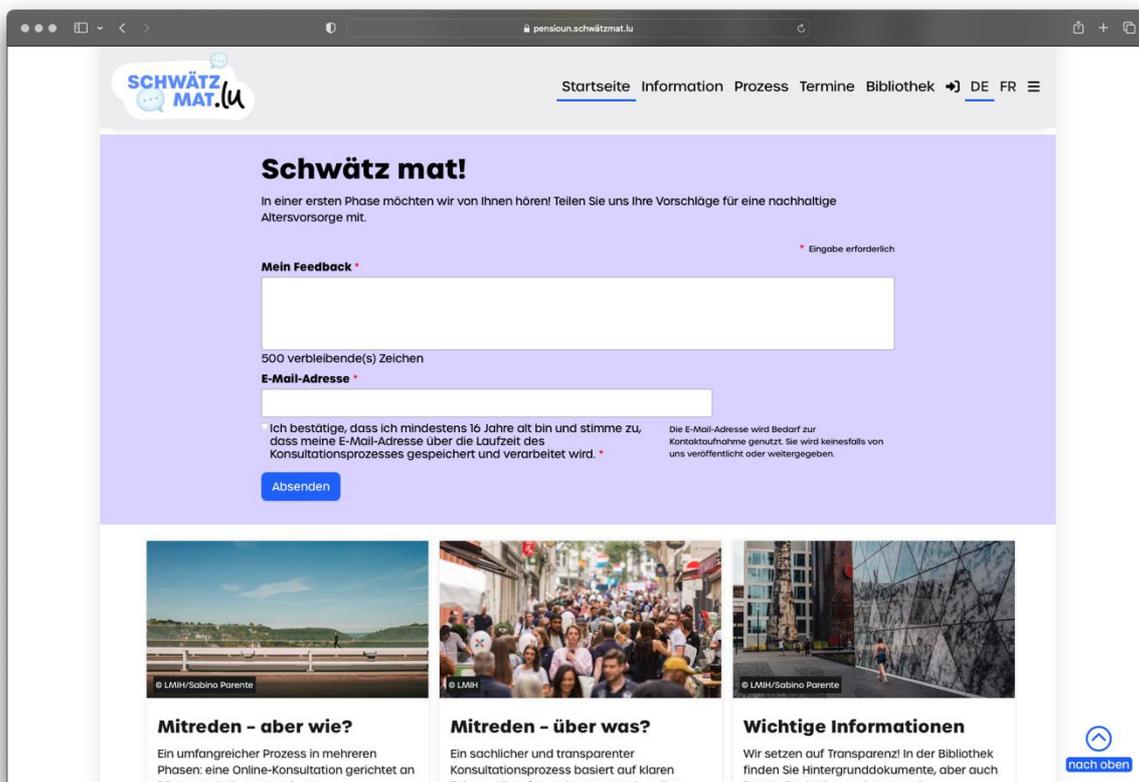


Abbildung 6: Um zu Beginn eine niedrigschwellige Beteiligung zu ermöglichen, wurden die Teilnehmenden auf der Startseite der Online-Plattform gebeten: „Teilen Sie uns Ihre Vorschläge für eine nachhaltige Altersvorsorge mit.“

## Drei übergeordnete Themengebiete

Die Analyse zeigt eine breite Vielfalt an Argumenten und Themen, die eng miteinander verknüpft sind. Im Zentrum der Diskussion stehen vor allem die Bereiche Gerechtigkeit, Nachhaltigkeit und Anpassungsfähigkeit. Diese Themenfelder tauchen in den eingereichten Beiträgen wiederholt auf und können als die für die Teilnehmenden wichtigsten Themengebiete bezeichnet werden.

- **Gerechtigkeit:** Das stärkste wiederkehrende Muster ist die Frage der Gerechtigkeit (insbesondere Generationengerechtigkeit und Harmonisierung der Rentensysteme). Wahrgenommene Ungleichheiten führen zum Wunsch nach einer gerechteren Verteilung der finanziellen Mittel. Generationenübergreifend bezieht sich dabei auf die langfristige Betrachtung der Ein- und Auszahlungsseite (Überschneidung zu „Nachhaltigkeit“).
- **Nachhaltigkeit:** Im Fokus des zweiten auffälligen Musters stehen sowohl die langfristige finanzielle als auch die ökologische Nachhaltigkeit des Rentensystems. Hier werden demografische Entwicklung mit langfristigen Finanzierungsfragen (alternative Finanzierung, Beitragsstruktur) und Generationengerechtigkeit verbunden.
- **Anpassungsfähigkeit:** Ein weiteres zentrales Muster bezieht sich sowohl auf individuelle Lösungen und berufsspezifische Anpassungen. Dieses Muster zeigt enge Verbindungen zwischen Renteneintrittsalter, beruflicher Belastung und individuellen Lebenslagen.

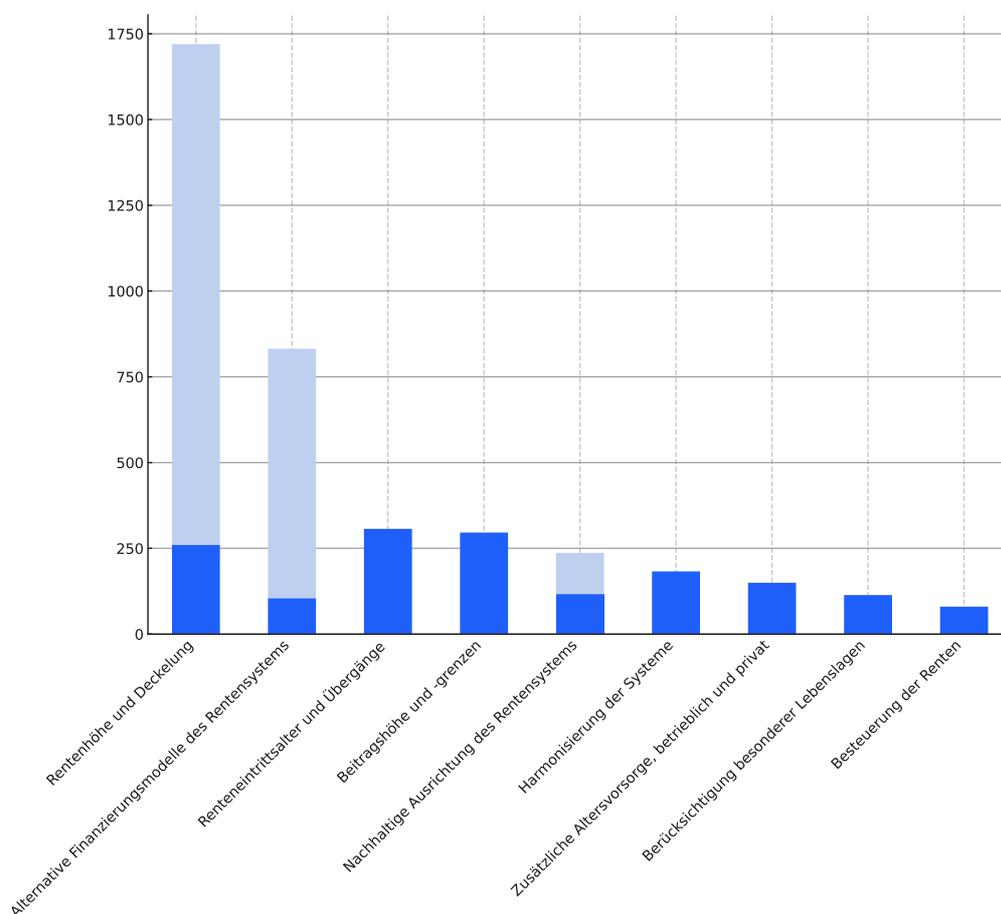


Abbildung 7: Welche Themen wurden am häufigsten genannt? Die Häufigkeiten der Hauptkategorien ergibt sich aus der Addition der Nennungen der Subkategorien. Hellblau dargestellt sind die Nennungen, die sich aus den wortgleich eingereichten Beiträgen ergeben.

# Konsultationen der Stakeholder

## Ziel und Fragestellung des Formats

Die Stakeholderkonsultationen boten relevanten zivilgesellschaftlichen Akteurinnen und Akteuren einen frühen Austausch mit der Ministerin und hohen Beamten in einem geschützten Rahmen. Die Teilnehmenden waren gebeten ihre Einschätzungen und Vorschläge zur Frage der nachhaltigen Gestaltung der Altersvorsorge darzulegen.



Zwischen dem 9. Oktober und dem 25. November 2024 waren über 70 Vertreterinnen und Vertreter von 18 Organisationen in 13 Terminen ins Ministerium für Gesundheit und soziale Sicherheit gekommen.<sup>2</sup>

Von jedem Konsultationstermin wurde ein Ergebnisprotokoll angefertigt, mit den Anwesenden abgestimmt und anschließend mit allen relevanten Anlagen veröffentlicht. Nach Abschluss der Termine wurde eine thematische Auswertung vorgenommen. Die Dokumente und Teilnehmenden sind unter [pensioun.schwätzmat.lu](https://pensioun.schwätzmat.lu) einsehbar.

## Termine und Teilnehmende

- 09.10.2024 [Konsultation OGBL – LCGB](#)
- 09.10.2024 [Konsultation UEL](#)
- 10.10.2024 [Konsultation CNEL – Jugendrot](#)
- 10.10.2024 [Konsultation Nohaltegkeetsrot](#)
- 10.10.2024 [Konsultation ACA](#)
- 10.10.2024 [Konsultation Fondation IDEA](#)
- 15.10.2024 [Konsultation CNFP](#)
- 15.10.2024 [Konsultation BA – CPL – FLB](#)
- 23.10.2024 [Konsultation ACEL](#)
- 23.10.2024 [Konsultation CGFP – FGFC](#)
- 11.11.2024 [Konsultation Improof](#)
- 19.11.2024 [Konsultation ALEBA](#)
- 25.11.2024 [Konsultation Association Frontaliers Luxembourg asbl](#)

---

<sup>2</sup> Zusätzlich wurden nach Abschluss der Konsultations-Phase noch zwei weitere Termine durchgeführt: 16.01.2025 Privatwënzer Lëtzebuerg asbl und 24.02.2025 CNFL (Conseil national des Femmes du Luxembourg)

## Wichtige Vorschläge und Argumente

- **Beitragsatz:** Eine Erhöhung würde die Einnahmen steigern, könnte aber die Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen.
- **Beitragsbemessungsgrenze:** Die Abschaffung der Beitragsobergrenze würde zusätzliche Einnahmen generieren, aber ebenfalls die Wettbewerbsfähigkeit gefährden. Eine Absenkung würde kurzfristig Einnahmen reduzieren, aber langfristig auch die Ausgaben senken.
- **Zusätzliche Einnahmen:** Vorgeschlagen werden eine allgemeine Solidaritätsabgabe, Wiedereinführung der Vermögenssteuer und neue Steuern auf Übergewinne, Robotisierung und KI.
- **Reduktion der Ausgaben:** Eine Ausgabenreduzierung würde hauptsächlich Leistungskürzungen bedeuten, wobei die Meinungen über deren Zumutbarkeit auseinandergehen.
- **Jahresendzulage:** Die Abschaffung der Jahresendzulage wird diskutiert, wobei diese besonders kleine Pensionen betreffen würde.
- **„Modérateur de réajustement“ und „facteur de revalorisation“:** Die Vorschläge reichen von der Abschaffung des Moderators über die Begrenzung der Revalorisation auf 2,5x sozialen Mindestlohn bis zur kompletten Streichung der zusätzlichen Pensionsanpassungen (über die bestehende Indexierung hinaus).
- **Ergänzungszeiten (Studienjahre, Babyjahre):** Einige fordern die Abschaffung von Studienzeiten, andere deren Flexibilisierung oder kostenpflichtigen Erwerb. Eine Abschaffung der Ergänzungszeiten wäre besonders nachteilig für Frauen, da diese einen größeren Anteil ihrer Versicherungslaufbahn ausmachen.
- **Renteneintrittsalter:** Vorgeschlagen wird eine Anhebung des vorzeitigen Pensionsalters mit Abschlägen bei frühem und Zuschlägen bei spätem Renteneintritt.
- **Reserven des „Fonds de compensation“ (FDC):** Uneinigkeit besteht darüber, ob die aktuellen Reserven eine Reform verzichtbar machen oder nur für konjunkturelle Schwankungen genutzt werden sollten.
- **Berechnung der reinen Umlagenprämie:** Bestimmte Ausgaben sollen aus der Berechnung herausgenommen werden, um den Zeitpunkt des Überschreitens des Beitragssatzes hinauszuzögern.
- **Langlebigkeitskoeffizient:** Ein solcher Koeffizient<sup>3</sup> würde das System flexibler machen und Arbeitnehmern die Wahl zwischen längerer Arbeit oder niedrigerer Pension geben.
- **Generationengerechtigkeit:** Die meisten Akteure betonen die Wichtigkeit der Aufrechterhaltung der Generationengerechtigkeit.
- **Risiko der Altersarmut:** Das steigende Armutsrisiko von Pensionären erfordert Maßnahmen, wobei eine Erhöhung der Mindestrente diskutiert wird.
- **Differenz zwischen niedrigen und hohen Renten:** Eine Verringerung der Differenz wird zur Stärkung des sozialen Charakters angestrebt.

---

<sup>3</sup> Der Langlebigkeitskoeffizient ermöglicht es, die Höhe der Rente an das tatsächliche Renteneintrittsalter anzupassen. Eine längere Erwerbstätigkeit würde durch eine höhere Rente gefördert oder es kann ein Abschlag bei früherem Renteneintritt anwenden werden. Ziel ist es, die finanzielle Tragfähigkeit zu gewährleisten und gleichzeitig mehr Freiheit bei der Wahl des Rentenalters zu lassen.

- **Mindestrente:** Mehrfach wird von Akteuren eingebracht, dass die Mindestrente erhöht werden sollte, da sie unter der Armutsrisikogrenze liegt.
- **Arbeitsbelastung (Pénibilité):** Vorgeschlagen wird die Berücksichtigung der Arbeitsbelastung für einen früheren Pensionsantritt ohne Abschläge.
- **Wirtschaftswachstum:** Das System sollte weniger wachstumsabhängig werden, da die bisherigen Wachstumsraten schwer aufrechtzuerhalten sind.
- **Wettbewerbsfähigkeit des Landes:** Der aktuelle Beitragssatz sollte zur Wahrung der Wettbewerbsfähigkeit beibehalten werden, da das Land für Grenzgänger ansonsten an Attraktivität verliert.
- **Attraktivität des Rentensystems:** Das Pensionssystem ist ein wichtiger Faktor zur Anwerbung qualifizierter Arbeitskräfte und sollte nachhaltig gesichert werden.



Abbildung 8: Vertreter des CNFP (Conseil national des finances publiques) im Gespräch mit der Ministerin (15.10.2024)



Abbildung 9: Vertreter der CNEL (Conférence Nationale des Elèves du Luxembourg) und des „Jugendrot“ im Gespräch mit der Ministerin (10.10.2024)



Abbildung 10: Vertreter der FGFC (Fédération Générale de la Fonction Communale) und der CGFP (Confédération Générale de la Fonction Publique) im Gespräch mit der Ministerin (23.10.2024)

# Online-Dialog der Öffentlichkeit

## Ziel und Fragestellung des Formats

Vom 12. Februar bis 9. März 2025 konnten sich interessierte Bürgerinnen und Bürger in der Dialogphase von Schwätz mat! einbringen. 801 registrierte Teilnehmende informierten sich, bewerteten konkrete Thesen, begründeten ihre Meinung und lasen die Meinung anderer und kommentierten diese Beiträge. Insgesamt wurden 4587 Bewertungen und 1791 textliche Beiträge abgegeben. Während des Dialogzeitraums verzeichnete die Plattform 28.070 Besuche mit einer durchschnittlichen Besuchszeit von 3:29 Minuten.



In den drei Themenfeldern „Gerechtigkeit“, „Anpassungsfähigkeit“ und „Nachhaltigkeit“ wurde die Zustimmung bzw. Ablehnung der Teilnehmenden zu insgesamt 21 Thesen gemessen. Pro These begründeten 39% der Teilnehmenden ihre Bewertung durch einen Textbeitrag.

Alle Bewertungen und Beiträge wurden quantitativ bzw. qualitativ ausgewertet und auch ins Verhältnis zu den bei der Registrierung erhobenen soziodemografischen Daten gestellt. Die Methodik der Auswertung und die Ergebnisse im Detail finden sich im Auswertungsbericht. Dieser ist wie auch die Originalbeiträge unter [pensioun.schwätzmat.lu](https://pensioun.schwätzmat.lu) einsehbar.

## Hinweis zur Nicht-Repräsentativität

Bei beiden Formaten für die Öffentlichkeit handelte es sich um ein Partizipations-Angebot für interessierte Bürgerinnen und Bürger und nicht um eine repräsentative Erhebung. Gerade bei der Interpretation der quantitativen Auswertung dieses Online-Dialogs muss beachtet werden, dass die Teilnehmenden nicht die Wohn- oder Arbeitsbevölkerung bzw. die Versicherten eines Rentensystems abbilden. Im Auswertungsbericht zum Format werden die soziodemographischen Merkmale der Teilnehmenden erläutert. Sie helfen, die Ergebnisse zu kontextualisieren.

## Ergebnisse Thesenbewertung

### Legende Thesenbewertung

n = Anzahl der Personen, die diese These bewertet haben

Ø = Mittelwert einer Skala von 1 bis 5

Abstimmungsmöglichkeiten:

■ = Lehne These voll und ganz ab (1)

■ = Lehne These eher ab (2)

■ = Stimme weder zu noch lehne ich ab (3)

■ = Stimme These eher zu (4)

■ = Stimme These voll und ganz zu (5)

## Thesen mit der stärksten Zustimmung

**THESE:** „Die Mindestrente sollte über der Armutsgrenze liegen.“

Ø 4,5



G/E3 | n = 207

**THESE:** „Unser Rentensystem muss flexible Rentenoptionen bieten, die es ermöglichen, zwischen einer vorzeitigen oder verlängerten Rente mit entsprechenden Anpassungen zu wählen, wie Kürzungen im Falle einer vorzeitigen Rente oder sogar einen Aufschlag im Falle einer Verlängerung.“

Ø 4,3



A2 | n = 290

**THESE:** „Es sollte eine aktive Arbeitsmarktpolitik eingeführt werden, um die Beschäftigungsfähigkeit älterer Arbeitnehmer zu verbessern und ihnen die Möglichkeit zu geben, ihre berufliche Laufbahn zu verlängern, wenn sie dies wünschen.“

Ø 4,2



G/E6 | n = 189

**THESE:** „Mögliche Reformen des Rentensystems müssen die Auswirkungen auf alle Generationen berücksichtigen, um zu vermeiden, dass die jüngeren Generationen mit den Kosten für die Renten der früheren Generationen belastet werden.“

Ø 4,0



G/E7 | n = 196

## Thesen mit der stärksten Ablehnung

**THESE:** „Das Rentensystem in Luxemburg ist für alle Generationen gerecht.“

Ø 2,5



G/E1 | n = 217

**THESE:** „Die Rentenleistungen zu kürzen, um die Nachhaltigkeit des Systems zu gewährleisten, ist eine angemessene Wahl, um die Solidarität zwischen den Generationen aufrechtzuerhalten.“

Ø 2,6



G/E2 | n = 216

## Thesen mit der stärksten Polarisierung

**THESE:** „Die Renten sollten ausschließlich an die Inflation gekoppelt werden, ohne an die Entwicklung des durchschnittlichen Niveaus der beitragspflichtigen Löhne angepasst zu werden, um den Anstieg der Ausgaben zu begrenzen.“

Ø 3,0



N/D3 | n = 195

**THESE:** „Das Renteneintrittsalter sollte entsprechend der Entwicklung der Lebenserwartung angepasst werden, um die Nachhaltigkeit des Altersvorsorgesystems zu unterstützen.“

Ø 3,0



N/D4 | n = 203

**THESE:** „Das Rentensystem muss Umverteilungsmechanismen beinhalten, um die Einkommensunterschiede zwischen den Rentnern zu verringern.“

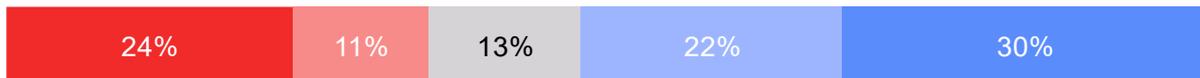
Ø 3,1



G/E8 | n = 199

**THESE:** „Ein früherer Renteneintritt sollte mit einem Abschlag verbunden sein, um Arbeitnehmer zu ermutigen, länger im Arbeitsmarkt zu bleiben.“

Ø 3,2



N/D5 | n = 142

## Begründungen der Bewertungen

### Flexibilität und Anpassungsfähigkeit

Viele Teilnehmende wünschen sich ein Rentensystem, das flexibler und anpassungsfähiger ist. Individuelle Lebensläufe sollen stärker berücksichtigt werden können. Besonders häufig wird der Ruf nach mehr Wahlfreiheit beim Renteneintritt laut. Konkret vorgeschlagen werden ein flexibler Rentenübergang und schrittweiser Ausstieg aus dem Berufsleben, Schutz für belastende Berufe und die Anerkennung langer Beitragszeiten sowie eine bessere Vorbereitung und Beratung zum Übergang.

Die Begründungen und Vorschläge spiegeln den Wunsch wider, starre Regeln durch flexible Lösungen zu ersetzen. Gleichzeitig sind sich die Teilnehmenden bewusst, dass Flexibilität Grenzen braucht. Den richtigen Ausgleich zwischen individueller Freiheit und systemischer Stabilität zu finden, wird als zentrales Spannungsfeld identifiziert.

## **Gerechtigkeit und Generationensolidarität**

Gerechtigkeit ist ein zentrales Anliegen der Teilnehmenden. Dabei geht es sowohl um Gerechtigkeit zwischen Jung und Alt (Generationensolidarität) als auch um die Gleichbehandlung unterschiedlicher Erwerbsbiografien und Berufsgruppen. Die Beiträge nennen häufig: Sicherung eines würdevollen Lebensabends für alle, stärkere Berücksichtigung unbezahlter Lebensleistungen (Care-Arbeit, Kindererziehung, Ausbildung) mit dem Ziel die „Rentenlücke“ zwischen Frauen und Männern zu verringern, keine pauschalen Rentenkürzungen, mehr Transparenz und Nachvollziehbarkeit sowie eine Angleichung der Rentensysteme (einheitliche „Spielregeln“), breitere Finanzierung, um künftige Generationen nicht übermäßig zu belasten.

In den Diskussionen wird deutlich, dass die Gerechtigkeitsverständnisse bei der Frage nach individueller Verantwortung versus Solidarität auseinandergehen. Einige wenige argumentieren für ein striktes Prinzip „Keine Leistung ohne Gegenleistung“, während die Mehrheit auf Solidarität und Ausgleich pocht. Trotz unterschiedlicher Ansichten besteht Konsens, dass das System transparent und nachvollziehbar sein muss, damit es als gerecht empfunden werden kann.

## **Nachhaltigkeit und Finanzierung**

Vielen Teilnehmenden ist bewusst, dass der demografische Wandel – für immer mehr Menschen, die Rente empfangen bei gleichzeitig relativ weniger Beitragszahlern – eine große Herausforderung darstellt. Nachhaltigkeit im Sinne einer langfristig finanziellen Stabilität wird daher intensiv diskutiert, allerdings stets mit dem Tenor, dass Lösungen sozial ausgewogen und nachhaltig – im Sinne einer langfristigen ökologischen Stabilität – sein müssen. Es herrscht Einigkeit, dass das Rentensystem zukunftsfest gemacht werden muss – doch über den Weg dorthin gehen die Meinungen auseinander. Die häufig genannten Vorschläge finden auch immer Gegenstimmen: Diversifizierte Finanzierung, Wirtschaftswachstum und mehr Beschäftigung für mehr Einzahler ins System, Behutsame Anpassung des Rentenalters, Stärkung der Zusatzvorsorge.

Beim Renteneintrittsalter zeigen sich gegensätzliche Ansichten. Ein Teil der Teilnehmenden hält eine Anhebung für unumgänglich, um das System finanziell zu stabilisieren. Viele andere warnen hingegen vor einer pauschalen Erhöhung. Ähnlich kontrovers ist das Thema Rentenkürzungen: Die meisten lehnen generelle Leistungskürzungen ab, während einige wenige sie für notwendig und auch generationengerecht halten. Konsens besteht wiederum darin, dass neue Lösungswege gefunden werden müssen, um die Altersvorsorge finanziell zu sichern, ohne soziale Gerechtigkeit zu gefährden.

## **Wer wie abgestimmt hat (Demografische Merkmale)**

Jüngere Teilnehmende (unter 40 Jahre) stimmen insgesamt reformorientierter ab. Sie bewerten Vorschläge zur stärkeren Berücksichtigung atypischer Erwerbsverläufe, zur breiteren Finanzierung und zu mehr Generationengerechtigkeit überdurchschnittlich häufig positiv. Ältere Teilnehmende (60+) zeigen sich zurückhaltender bei Reformvorschlägen, insbesondere wenn diese ihre eigenen Ansprüche betreffen könnten. Frauen bewerten das System als weniger gerecht und heben häufiger strukturelle Ungleichheiten, die durch Erziehungs- oder Pflegezeiten entstehen, hervor. Beschäftigte im öffentlichen Dienst stehen einer Harmonisierung der Rentensysteme eher kritisch gegenüber.

Trotz unterschiedlicher Sichtweisen treten übergreifende Anliegen deutlich hervor: Gegenseitiges Verständnis der Generationen und das Bewusstsein einer gemeinsamen Verantwortung für ein vielfach geschätztes Rentensystem, das für Stabilität und Vertrauen steht, sowie der starke Wunsch nach finanzieller Zukunftssicherheit und nach einem solidarischen, fairen System.

## Expertenrunden

An den drei Treffen der Expertenrunde nahmen Vertreterinnen und Vertreter zahlreicher Organisationen teil – darunter alle in der Abgeordnetenkammer vertretenen Fraktionen und politischen Gruppen (CSV, DP, LSAP, ADR, Déi Gréng, Piraten, Déi Lénk) sowie deren Jugendorganisationen (CSJ, JDL, JSL, ADRenalin, Déi jonk Gréng, Jonk Piraten, Déi jonk Lénk). Zudem waren Gewerkschaften (OGBL, LCGB, CGFP), der Arbeitgeberverband (UEL) und Studierenden- und Jugendvertretungen (ACEL, Jugendrot) in allen Sitzungen anwesend. Je nach Thema waren weitere zivilgesellschaftliche Organisationen vertreten (GERO – Kompetenzzentrum für den Alter, EOS – Entente des offices sociaux, CNFL – Conseil National des Femmes du Luxembourg, Mouvement Écologique). Ergänzend wirkten Expertinnen und Experten aus Verwaltung und Wissenschaft mit (IGSS, CNAP, STATEC, LISER, FDC sowie die Think Tanks IDEA und Improof).

### Expertenrunde 1 – Anpassungsfähigkeit des Renteneintrittsalters



Am 21. März 2025 traf sich die erste Expertenrunde zum Thema „Anpassungsfähigkeit des Renteneintrittsalters“ im Schloss Burglinster.

Die Mitschrift der Beiträge sowie die detaillierte Auswertung finden sich in der Dokumentation, die gemeinsam mit allen Anlagen auf [pensioun.schwätzmat.lu](https://pensioun.schwätzmat.lu) veröffentlicht ist.

Über die beide Diskussionsrunden hinweg, lassen sich aus den Beiträgen der ersten Expertenrunde neun thematische Cluster ableiten. Innerhalb der Cluster wiederum zeigen sich gemeinsame Grundpositionen als auch gewisse Divergenzen.

### Themen, Gemeinsame Linien und Divergenzen

Ausgeprägte Konfliktlinien finden sich in den Bereichen Flexibilität, Rentenalter und soziale Gerechtigkeit, während beim Thema Weiterbildung weitgehender Konsens herrscht. Die neun thematischen Cluster der Diskussion sind:

- Rentenalter und Arbeitsdauer
- Flexibilität und Wahlfreiheit im Rentensystem
- Progressive/teilweise Rente
- Studienjahre
- Arbeitsbelastung und Gesundheit (Pénibilité)
- Beschäftigungsfähigkeit älterer Arbeitnehmer
- Finanzierung und Nachhaltigkeit des Rentensystems
- Soziale Gerechtigkeit und generationenübergreifende Aspekte
- Weiterbildung und berufliche Entwicklung

## Expertenrunde 2 – Gerechtigkeit des Rentensystems



Am 4. April 2025 traf sich die zweite Expertenrunde zum Thema „Gerechtigkeit im Rentensystem“ im Schloss Burglinster.

Die Mitschrift der Beiträge sowie die detaillierte Auswertung finden sich in der Dokumentation, die gemeinsam mit allen Anlagen auf [pensioun.schwätzmat.lu](https://pensioun.schwätzmat.lu) veröffentlicht ist.

Die Teilnehmenden äußerten sich zu den Themen der zweiten Expertenrunde in zwei Diskussionsrunden, in denen unterschiedliche, aber sich überschneidende Themen diskutiert wurden. Zusammenfassend zeigen sich in der Wahrnehmung des aktuellen Systems wie auch in den Reformvorstellungen gemeinsame Linien wie auch Divergenzen.

### Wahrnehmung des aktuellen Systems

Als gerecht wahrgenommen wird insbesondere der solidarische Grundcharakter des aktuellen Systems sowie die bestehenden Anerkennungsmechanismen für Nicht-Erwerbszeiten. Demgegenüber wird die Reform von 2012 als kritischer Wendepunkt hin zu einer Benachteiligung der jüngeren Generationen betrachtet. Als ungerecht wahrgenommen werden das Gender Pension Gap sowie die Nachteile für Menschen mit nicht-linearen Karrieren. Darüber hinaus werden die Mindestrentenleistungen als unzureichend eingestuft, wobei Uneinigkeit darüber besteht, ob Altersarmut über Rentenpolitik adressiert werden sollte. Dissens in der Wahrnehmung bezüglich Gerechtigkeit werden bei der automatischen Rentenanpassung (modérateur de réajustement), dem Grad der systemischen finanziellen Unausgewogenheit und der daraus resultierenden Reform-Notwendigkeit sowie dem aktuellen Verhältnis zwischen Versicherungsprinzip und Umverteilungsprinzip des Systems sichtbar.

### Reformvorstellungen

Eine Erhöhung der Mindestrente wird grundsätzlich befürwortet, wobei unterschiedliche Meinungen darüber bestehen, wie stark sozialpolitische Ziele über das Rentensystem verfolgt werden sollten. Weitgehender Konsens herrscht über die Notwendigkeit einer besseren Informationspolitik bezüglich des Rentensystems. Die Standardisierung der Anspruchsaufteilung bei Scheidungen (Splitting de Droit) findet mehrheitliche, wenn auch nicht einheitliche Unterstützung. Befürwortung erhält die stärkere Berücksichtigung beruflicher Belastungen, wobei keine einheitliche Meinung über die Definition und Umsetzung entsprechender Maßnahmen besteht. Die Anerkennung von Babyjahren und Studienjahren soll erhalten bleiben, letztere jedoch flexibilisiert werden – beispielsweise über die gesamte Arbeitsbiografie verteilt.

Kontrovers diskutiert wird, ob das System stärker leistungs- oder solidaritätsorientiert ausgestaltet werden soll und wie intergenerationelle Gerechtigkeit herzustellen ist. Uneinigkeit besteht auch darüber, ob finanzielle Stabilität primär über die Einnahmen- oder Ausgabenseite des Systems sichergestellt werden soll. Divergierende Meinungen zeigen sich konkret beim Umgang mit der automatischen Rentenanpassung, der Idee einer Einführung eines Langlebigenkoeffizienten (Coefficient de longévité) sowie bei der Erhöhung der Beitragsbemessungsgrenzen beziehungsweise einer stärkeren Belastung höherer Einkommen.

## Expertenrunde 3 – Gemeinsame Positionen und Divergenzen



Am 24. April 2025 traf sich die dritte Expertenrunde zum Thema „Nachhaltigkeit des Rentensystems“ im Schloss Burglinster.

Die Mitschrift der Beiträge sowie die detaillierte Auswertung finden sich in der Dokumentation, die gemeinsam mit allen Anlagen auf [pensioun.schwätzmat.lu](https://pensioun.schwätzmat.lu) veröffentlicht ist.

Die Teilnehmenden äußerten sich zu den Themen der dritten Expertenrunde in zwei Diskussionsrunden, in den unterschiedliche, aber sich überschneidende Themen diskutiert wurden. Zusammenfassend zeigen sich darin gemeinsame Linien wie auch Divergenzen. Diese sind im Folgenden kurz dargelegt.

### Themen mit großer Übereinstimmung

Es besteht Einigkeit darüber, dass die erste Säule das fundamentale Herzstück des Rentensystems ist. Einige Stimmen fordern die weiteren Säulen zu stärken, andere hingegen sahen das skeptisch. Die Bedeutung von Migration und ausländischen Arbeitskräften wird allgemein anerkannt. Uneinigkeit gibt es allerdings beim zugehörigen Thema „Wachstum“. Moderate Reformen werden als vertretbar bewertet – wo die Schwerpunkte zu setzen sind, wird unterschiedlich bewertet. Die Teilnehmenden sind sich einig, dass der Fonds de Compensation eine kohärente Ausrichtung an internationalen Klimaschutzziele benötigt. Die aktuellen Bemühungen dazu werden unterschiedlich bewertet. Es herrscht Übereinstimmung hinsichtlich der Notwendigkeit, die Auswirkungen der Reform gerecht zu verteilen. Unterschiedliche Gerechtigkeits-Verständnisse führen zwar zu unterschiedlichen Maßnahmenvorschlägen bzw. -intensitäten.

### Themen mit großer Divergenz

Die Wachstumsfrage offenbart einen fundamentalen Konflikt: Einerseits sei Wachstum für die Finanzierung des sozialen Systems essenziell, andererseits sei kontinuierliches Wachstum unrealistisch und mit der Klima- und Biodiversitätskrise unvereinbar, daher müsse das System wachstumsunabhängig gestaltet werden. Die vorgeschlagene Aufhebung der Beitragsbemessungsgrenze polarisiert. Befürworter sehen darin ein schnell umsetzbares Instrument zur Finanzierung des Systems. Ablehnende Stimmen warnten jedoch vor negativen Auswirkungen auf die Attraktivität und vor einem ungerechten Verhältnis zwischen Beiträgen und Leistungen. Einige Teilnehmende plädieren für eine stärkere Entwicklung der zweiten und dritten Säule des Systems. Im Gegensatz dazu warnen andere Teilnehmer, dass eine Stärkung der privaten Säulen zwangsläufig zu Lasten der ersten, öffentlichen Säule gehen würde. Die Zukunft des Réajustement-Mechanismus polarisiert deutlich: Positionen reichen von einer sozioökonomischen Notwendigkeit bis hin zur Einschätzung, dass die Revalorisation der Beiträge den Mechanismus obsolet mache.

Die Standpunkte zum Renteneintrittsalter gehen zwar in eine ähnliche Richtung, offenbaren aber doch deutliche Unterschiede in der Herangehensweise: Erhöhung des effektiven Renteneintrittsalters als notwendig für die Systemstabilität vs. Prinzip der Freiwilligkeit und weitere positive Anreize. Breiter Konsens besteht darin, dass bei der Gestaltung des Eintrittsalters die besondere Belastung einiger Berufe (Pénibilité) zu berücksichtigen seien.

## 2) Die Phasen

### Phase 1: Grundlagen schaffen

In der ersten Phase lag der Fokus auf dem Kennenlernen von Standpunkten und dem Einholen von Vorschlägen zur Gestaltung einer nachhaltigen Altersvorsorge, daher auch „Konsultationsphase“ genannt. Dazu wurden im Oktober und November 2024 zwei Beteiligungsformate umgesetzt: eine offene Online-Konsultation sowie strukturierte Gespräche mit ausgewählten Stakeholdern. Bürgerinnen und Bürger konnten über eine Online-Plattform ihre Perspektiven und Vorschläge einbringen. Parallel dazu fanden dreizehn Hintergrundgespräche mit Vertreterinnen und Vertretern aus Gewerkschaften, Wirtschaftsverbänden, Jugendorganisationen sowie wissenschaftlichen und zivilgesellschaftlichen Einrichtungen statt.

Ausführliche Informationen zu den Zielen und Ergebnissen der beiden Formate finden sich im Abschnitt „1) Die Formate“. Details zur Zusammensetzung und Reichweite der Beteiligung sind im Abschnitt „Wer hat sich beteiligt?“ dokumentiert.

### Formatübergreifende Argumentationsmuster

Die Auswertung der Beiträge der ersten Phase – sowohl von Bürgerinnen und Bürgern<sup>4</sup> als auch von Organisationen – erlaubt Rückschlüsse auf tieferliegende Argumentationsmuster. Mehrere diskursive Leitmotive lassen sich identifizieren:

**Soziale Gerechtigkeit und Solidarität:** Dieses Wertethema dominiert viele Beiträge. Bei den Bürgern äußert es sich etwa im Ruf nach einer Deckelung der Renten und der Erhöhung der Mindestrente. Dahinter steht die Überzeugung, dass das Rentensystem soziale Absicherung bieten soll und sehr hohe Renten dem Solidaritätsprinzip widersprechen. Auch Stakeholder griffen dieses Motiv auf, etwa in der Forderung nach mehr intergenerationeller Fairness. Solidarität – etwa zwischen Jung und Alt, Arm und Reich oder zwischen privaten und öffentlichen Bereichen – bildet damit einen gemeinsamen Bezugspunkt.

**Nachhaltigkeit und Verantwortung:** Viele Beiträge stellen die Frage nach Langfristverantwortung und der „Enkeltauglichkeit“ des Systems. Bürger fordern beispielsweise, Rentenreserven ethisch nachhaltig anzulegen und kurzfristigen Profit nicht über Klimaschutz zu stellen. Viele Stakeholder betonen ausdrücklich die Verantwortung gegenüber künftigen Generationen – ökologisch wie finanziell. Dieses Muster zeigt die Forderung, dass politisches Handeln über Legislaturperioden hinausdenken muss, auch wenn das oft nicht mit kurzfristigen Interessen harmoniert.

**Adaptabilität und Wahlfreiheit:** Ein weiterer Strang ist das Plädoyer für individuelle Lebensentwürfe. Viele Bürger bringen empathisch vor, dass starre Regeln (wie ein fixes Rentenalter) den unterschiedlichen Lebensrealitäten nicht gerecht werden. Dahinter steht der

---

<sup>4</sup> Im Folgenden bezeichnet der Begriff „Bürger“ ausschließlich die Bürgerinnen und Bürger, die aktiv am Prozess teilgenommen haben; er wird hier synonym zu „Teilnehmende“ verwendet und dient der klaren Abgrenzung gegenüber den Teilnehmenden aus verschiedenen Stakeholder-Gruppen.

Wert der Selbstbestimmung und der Flexibilität. Das zeigt wie wichtig den Menschen Wahlmöglichkeiten und passgenaue Lösungen sind. Die Stakeholderseite übersetzt das in Konzepte wie Teilrenten, Bonus/Malus-Systeme etc., während Bürger es mit persönlichen Geschichten illustrieren. Beide aber propagieren implizit das Gleiche: ein Rentensystem, das dem Leben der Menschen dient und nicht umgekehrt.

**Status Quo vs. Reformbereitschaft:** In den Argumentationen zeigt sich auch ein Spannungsverhältnis zwischen Stabilität/Sicherheit einerseits und Veränderung/Innovation andererseits. Rund ein Drittel der Bürgerargumente ist eher bewahrend – hier dominieren Werte wie Verlässlichkeit, Vertrauen in bestehende Institutionen und Planungssicherheit. Dem steht ein beträchtlicher Teil an Stimmen gegenüber, der Wandel und Innovation positiv bewertet, um das System neu auszurichten. Es prallen quasi das Sicherheitsbedürfnis und der Fortschrittsoptimismus aufeinander. Die in Phase 1 eingegangenen Beiträge zeichnen sich durch einen respektvollen Ton, gegenseitiges Verständnis und hohe Konstruktivität aus, sodass beide Wertperspektiven klar nebeneinander zur Geltung kommen konnten.

Insgesamt spiegeln die Argumentationsmuster der Phase 1 eine pluralistische Wertebasis wider: Soziale Gerechtigkeit und Solidarität einerseits, Eigenverantwortung und Freiheit andererseits; Sicherheitsdenken einerseits und Innovationsbereitschaft andererseits.

## Konvergenzen und Divergenzen

### **Konvergenzen – Wo bestehen Übereinstimmungen?**

Trotz unterschiedlicher Rollen und Ausgangspunkten im Prozess zeigen sich bemerkenswerte Gemeinsamkeiten in den Sichtweisen der Bürger und der organisierten Stakeholder. Erstens eint sie der Grundkonsens, dass Handlungsbedarf besteht, um die Altersvorsorge zukunftsfest zu machen – kein Akteur negiert die demografischen Herausforderungen völlig. Sowohl Bürgerbeiträge als auch Stakeholderstatements unterstreichen die Bedeutung von Gerechtigkeit, Nachhaltigkeit und Anpassungsfähigkeit als leitende Prinzipien.

Insbesondere das Gerechtigkeitsmotiv zieht sich durch beide Formate: Die Forderung nach Generationenfairness und nach gleicher Behandlung aller Versichertengruppen wird von Bürgern wie Stakeholdern geteilt. So befürworten beispielsweise sowohl viele Bürger als auch Gewerkschaften und manch andere Stakeholder, dass Privilegien abgebaut und Mindeststandards angehoben werden – etwa in Form einer Erhöhung der Mindestrente. Auch die intergenerationelle Solidarität wird von allen Seiten betont: Keine Gruppe möchte ein ungerechtes Ungleichgewicht zwischen heutigen und künftigen Rentnergenerationen.

Zweitens bestehen Überschneidungen in konkreten Reformideen. Ein Beispiel ist das Thema flexibler Renteneintritt: Aus der Bürgerkonsultation kommt der Wunsch nach individueller Wahlfreiheit beim Übergang in den Ruhestand. Ein weiterer Konvergenzpunkt ist die Stärkung der zusätzlichen Altersvorsorge: Viele Bürger fordern höhere Anreize für private Vorsorge, und die Versicherungswirtschaft sowie Arbeitgeber unterstützen dies ausdrücklich. Beide Seiten sehen in einer ausgebauten zweiten und dritten Säule einen Weg, individuelle Verantwortung zu fördern und das gesetzliche System zu ergänzen, ohne es zu ersetzen.

Auch im Bereich Finanzierung und Anlage gibt es Überschneidungen: Sowohl Bürgerideen als auch Stakeholderempfehlungen plädieren dafür, die Rentenreserve aktiver und breiter gestreut anzulegen. Diese Maßnahme gilt als relativ unumstritten, da sie vorhandene Mittel effizienter nutzen will, ohne direkt Leistungen zu kürzen oder Beiträge zu erhöhen. Zudem besteht Konsens, dass das Rentensystem transparenter werden soll – Forderungen nach besserer Information und Nachvollziehbarkeit wurden von Bürgern und Stakeholdern gleichermaßen laut.

Beide Gruppen zeigen ausgeprägte Reformbereitschaft, die über reine Systembewahrung hinausgeht. Während eine überwiegende Mehrheit der Bürgerbeiträge moderate bis transformative Reformorientierungen aufweisen, plädiert auch die Mehrheit der Stakeholder für systematische Anpassungen, wobei die gewerkschaftlichen Vertreter eine stärker bewahrende Haltung einnehmen.

### **Divergenzen – Wo bestehen Meinungsunterschiede?**

Die wohl grundlegendste Spannungsachse betrifft die Einschätzung der Reformdringlichkeit: Wie dringend und umfangreich müssen Änderungen sein? Hier divergieren die Sichtweisen erheblich. Ein Teil der Bürger und Stakeholder (v.a. Gewerkschaften) betont, dass die finanzielle Lage der Rentenkasse aktuell stabil sei – die Reserven sind gut gefüllt, akute Kürzungen seien nicht nötig. Auf der anderen Seite stehen Akteure, die eindringlich vor Untätigkeit warnen. Sie verweisen auf Berechnungen wonach bereits ab 2027/28 die jährlichen Rentenausgaben die Beiträge übersteigen und die Rücklagen ohne Kurswechsel bis ca. 2047 aufgebraucht wären<sup>5</sup>. Aus dieser Perspektive drohe langfristig eine Finanzlücke, die nur durch frühzeitiges Gegensteuern geschlossen werden kann. Dieser Konflikt – „alles wie gehabt, solange es geht“ vs. „jetzt handeln, bevor es zu spät ist“ – prägt die Diskussion erheblich.

Eine zweite Konfliktlinie verläuft entlang der Frage „Einnahmen erhöhen vs. Ausgaben senken“. Grob vereinfacht: Bürger und Gewerkschaften favorisieren stärker die Einnahmenseite, wohingegen Arbeitgeber und einige Experten vor allem die Ausgabenseite in den Blick nehmen. So befürworten viele Bürgerbeiträge und Stakeholder, Mehreinnahmen durch höhere Beiträge oder neue Steuern zu erzielen, um das System zu stützen – beispielsweise durch Abschaffung der Beitragsbemessungsgrenze, moderat höhere Beitragssätze für Arbeitnehmer und Arbeitgeber oder Sonderabgaben für Spitzenverdiener und Kapitalgesellschaften. Im Gegensatz dazu wird gewarnt, dass man die Beitrags- und Abgabenlast nicht beliebig steigern könne, ohne negative Effekte zu riskieren. Diese Vorschläge drängen stattdessen darauf, über Ausgabenkorrekturen die langfristige Balance herzustellen – z.B. Anpassungen in der Rentenformel, Reduktion künftiger Rentenanwartschaften für Besserverdienende, Straffung von Sonderleistungen.

Ein kontroverses Thema in diesem Zusammenhang ist die Anhebung des Renteneintrittsalters: Unter den Stakeholdern besteht Einigkeit, dass das gesetzliche Standardrentenalter beibehalten werden sollte. In welchen Fällen und auf welche Weise allerdings das durchschnittliche tatsächliche Renteneintrittsalter an die 65 Jahre angenähert werden sollte, wird unterschiedlich bewertet. Bürgerbeiträge reichen von der generellen Ablehnung einer Anhebung bis hin zu einer leichten

---

<sup>5</sup> Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS), Cahier statistique no 18 – Projections démographiques et financières du régime général d'assurance pension, Juli 2024, S. 10 ff., verfügbar unter: <https://igss.gouvernement.lu/de/publications/apercus-et-cahiers/cahiers-statistiques/202407no18.html> (Zugriff: 20 Juni 2025)

Erhöhung des legalen Alters. Meist beziehen sich Erhöhungsvorschläge jedoch auf das reelle Eintrittsalter. In vielen Beiträgen wird dies mit der gestiegenen Lebenserwartung begründet und sehr häufig mit Ausnahmen für Personen in körperlich anstrengenden Berufen zusammen genannt. Während Flexibilität allgemein begrüßt wird, bleibt die Frage eines starren gegenüber eines flexiblen Renteneintrittsalters sowie der zugehörige Maßnahmen ein strittiger Punkt in Phase 1.

Weitere Divergenzen betreffen die Indexierung und Rentenanpassung. Gewerkschaften und Rentner pochen darauf, dass diese Mechanismen unangetastet bleiben. Zwar fordert in Phase 1 niemand offen die Abschaffung der Indexierung, doch einige meinen, man müsse über eine „maßvollere Dynamisierung“ des Instruments, im Sinne einer sozialen Staffelung, nachdenken. In Bezug auf die darüberhinausgehende Rentenanpassung hingegen, stellen einige Stakeholder genau wie viele Bürgerstimmen infrage, ob eine volle Kopplung an Löhne auf Dauer finanzierbar ist – insbesondere, wenn die Erwerbsbevölkerung langsamer wächst als die Rentnerzahl.

Ein weiterer Konfliktpunkt ist die Harmonisierung der Rentensysteme. Hier stehen sich im Kern Privatsektor-Beschäftigte und Beamte beziehungsweise ihre respektiven Vertreter gegenüber. Der Großteil der öffentlichen Meinung fordert vehement „Gleiches Recht für alle“ und das Ende eines als ungerecht empfundenen „Zwei-Klassen-Systems“<sup>6</sup>. Die Gegenposition argumentiert, dass die Systeme aufgrund unterschiedlicher Beschäftigungsverhältnisse nicht 1:1 vergleichbar seien. Diese Positionen wurden auch in den Stakeholder-Runden angesprochen: Während z.B. die Gewerkschaften OGBL/LCGB sich pro Harmonisierung äußerten, verteidigten CGFP/FGFC den Status quo der Beamtenversorgung.

Interessant ist die teilweise unterschiedliche Gewichtung zwischen beiden Konsultationsformaten. Während Bürger stärker auf Gerechtigkeitsaspekte und Umverteilung fokussieren, betonen Stakeholder häufiger technische Machbarkeit und wirtschaftliche Auswirkungen. Bürger zeigen größere Offenheit für innovative Finanzierungsmodelle, während Stakeholder eher auf bewährte parametrische Reformen setzen.

## Konsensfähige Schwerpunkte

Die Gesamtschau beider Konsultationsformate dokumentiert bemerkenswerte gesellschaftliche Innovationsbereitschaft bei gleichzeitiger Betonung sozialer Gerechtigkeit. Sowohl Bürger als auch Stakeholder gehen über defensive Systembewahrung hinaus und entwickeln konstruktive Konzepte. Aus der Fülle der Vorschläge lassen sich vier Schwerpunkte ableiten:

**Lebensqualität im Alter:** Im Zentrum der Diskussion stehen sichere Mindestleistungen und angemessene Renten für alle. Ein Großteil der Beiträge plädiert für eine spürbar höhere Mindestrente (häufig genannt: etwa 2.500–3.000 € pro Monat) bei gleichzeitiger Beibehaltung der Indexierung, um Kaufkraftverluste auszugleichen. Viele sehen darin eine Voraussetzung für ein würdiges Auskommen im Alter – notfalls kombiniert mit einer Deckelung sehr hoher Renten, um aus diesen Mitteln die Grundsicherung zu finanzieren. Bürger und Stakeholder betonen hier gleichermaßen, dass punktuelle Kürzungen vermieden und stattdessen gezielte Verbesserungen

---

<sup>6</sup> Tatsächlich wurden die Regelungen der Sonderregime bereits mit der Gesetzesänderung vom 3 August 1998 ([Loi modifiée du 3 août 1998](#)) an das Regime générale angepasst und gelten für alle ab 1999 neu Beschäftigten.

bei den niedrigen Renten umgesetzt werden sollten. Neben der reinen Rentenhöhe wird vorgeschlagen, Lebenshaltungskosten stärker zu berücksichtigen (z.B. durch Erhöhung der Rentenformel-Faktoren) und besondere Lebenslagen (Kindererziehung, Pflege, Ausbildung) angemessener zu honorieren, um das Risiko von Altersarmut zu senken.

**Fairness & Gleichbehandlung:** Unter diesem Schwerpunkt geht es vor allem um eine gerechtere Lasten- und Leistungsverteilung. Kernelement ist die Forderung nach einer einheitlichen Behandlung aller Beitragszahler: viele Bürger schlagen vor, die Beitragsbemessungsgrenze abzuschaffen oder deutlich anzuheben, damit Gutverdienende stärker in die Finanzierung einbezogen werden. Gleichzeitig wird die Harmonisierung der Rentensysteme gefordert – etwa gleiche Regeln für öffentlichen Dienst und Privatwirtschaft – um Ungleichheiten abzubauen. Ergänzend wird angeregt, Zeiten wie Kindererziehung oder Pflege stärker anzurechnen, um strukturelle Nachteile (insbesondere für Frauen) auszugleichen. Hier zeigen sich nur kleine Unterschiede zwischen Bürger- und Stakeholder-Perspektiven: Bürger plädieren oft generell für eine Angleichung aller Systeme und gleichen Beitragspflichten, während Stakeholder zusätzlich auf administrative Vereinfachungen verweisen. Generell herrscht Konsens, dass die Rentenberechnung gerecht bleiben und die Lasten generationenübergreifend geteilt werden.

**Zukunftssicherheit & Tragfähigkeit** Für die langfristige Stabilität des Systems werden vor allem Finanzierungsfragen diskutiert. Viele Vorschläge zielen auf neue Einnahmequellen und ein kräftigeres Beitragsaufkommen ab: Dies reicht von moderaten Beitragserhöhungen (oft um 0,5–2 Prozentpunkte pro Beteiligten) bis zu erweiterten Beitragspflichten (z.B. auf Kapitalerträge oder digitale Einkünfte). Unter Stakeholdern findet sich die Ansicht, dass moderat höhere Beiträge (z.B. eine Anhebung des Gesamtbeitragssatzes von aktuell 24 % auf rund 27 %) gerechtfertigt sein können, solange dabei die Wettbewerbsfähigkeit nicht zu stark belastet wird (ein Punkt, den vor allem Vertreter der Wirtschaft betonen).

**Modernisierung & Flexibilisierung:** Dieser Bereich umfasst flexiblere Rentenübergänge und zeitgemäße Anreizmodelle. Ein wesentlicher Vorschlag ist die Einführung individueller Übergangsmo-  
delles: Viele Teilnehmende sprechen sich für schrittweise Renteneintritte aus, z.B. durch Teilzeitrenten oder die Kombination von Teilpension und Weiterarbeit. Auch innovative Elemente wie ein Langlebigkeitsfaktor oder flexible Zuschlagsregelungen werden diskutiert: Ein solcher Faktor würde die Rente automatisch anpassen (bei früherem Bezug senken, bei späterem Erhöhen) und so einen ökonomischen Anreiz bieten, länger zu arbeiten. Insgesamt bestehen sowohl Bürger als auch Experten darauf, die Reform des Systems offen für neue Lebens- und Erwerbsformen zu halten – etwa durch Anerkennung von Studienzeiten (lebenslanges Lernen) oder die Einbeziehung atypischer Erwerbsmodelle – und so das Rentensystem fit für die Zukunft zu machen

Diese vier Schwerpunkte spiegeln wider, dass Reformen zugleich sozial gerecht, finanziell tragfähig und individuell anpassbar sein sollten. Die konstruktive Lösungsorientierung beider Formate übersteigt deutlich reine Kritik. Die Kombination aus offener Bürgerkonsultation und strukturierten Stakeholder-Gesprächen schafft eine Wissensbasis, die sowohl gesellschaftliche Präferenzen als auch Umsetzungsrealitäten berücksichtigt. Die hohe Beteiligungsqualität widerlegt das Vorurteil mangelnder Bürgerkompetenz in technischen Politikfeldern. Auf diesem Fundament aufbauend konnten konkrete Thesen entwickelt und in Phase 2 diskutiert werden.

## Phase 2: Standpunkte austauschen

In der zweiten Phase von „Schwätz mat!“ lag der Fokus auf dem Austausch unter den beteiligten Akteuren und einer vertieften Diskussion verschiedener Standpunkte anhand von konkreten Thesen, daher auch „Dialogphase“ genannt. Dazu wurden im Frühjahr 2025 zwei Beteiligungsformate umgesetzt: ein öffentlicher Online-Dialog sowie eine Reihe von drei thematisch fokussierten Expertenrunden. Die drei Leitthemen – Anpassungsfähigkeit, Gerechtigkeit und Nachhaltigkeit des Rentensystems – basierten auf den Ergebnissen der ersten Phase und strukturierten sowohl die Online-Beteiligung als auch die Fachdiskussionen. Wichtig war dabei eine sachliche und transparente Diskussion über mögliche Reformansätze, ohne bereits fertige Lösungen zu erzwingen.

Ausführliche Informationen zu den Zielen und Ergebnissen der beiden Formate finden sich im Abschnitt „1) Die Formate“. Details zur Zusammensetzung und Reichweite der Beteiligung sind im Abschnitt „Wer hat sich beteiligt?“ dokumentiert.

### Formatübergreifende Argumentationsmuster

Die Auswertung aller Beiträge – aus dem Online-Dialog und den Expertenrunden – macht zentrale Diskurse sichtbar, die an die Erkenntnisse aus Phase 1 anknüpfen und sie weiterentwickeln. Im Folgenden werden die wichtigsten dieser wiederkehrenden Muster beschrieben:

**Systemstabilität vs. individuelle Flexibilität:** Durchgehend zeigt sich der Wunsch, das Rentensystem finanziell nachhaltig und stabil zu halten, kollidiert aber mit dem ebenso deutlichen Ruf nach flexibleren Lösungen für unterschiedliche Lebensläufe. Zahlreiche Teilnehmende – ob online oder in den Expertenrunden – betonten, dass Reformen nicht als starre *One-Size-Fits-All*-Maßnahmen ausgestaltet sein dürfen. Im Online-Dialog sprechen sich viele Teilnehmende für flexible Renteneintrittsmodelle, Teilrenten und besondere Regelungen für Menschen in körperlich oder psychisch belastenden Berufen aus. Auch in den Expertenrunden wird dieser Trend grundsätzlich positiv bewertet. Gleichzeitig wird betont, dass ein Zuviel an Flexibilität ohne klare Grenzen das Risiko sozialer Ungleichheit mit sich bringen könnte. Insgesamt besteht Einigkeit, dass diese Flexibilität innerhalb eines stabilen Rahmens stattfinden muss, der die Finanzierbarkeit des Systems nicht gefährdet. Dieses Grunddilemma – Sicherheit des Gesamtsystems vs. Freiheit des Einzelnen – prägt viele Diskussionsbeiträge.

**Solidarität vs. Äquivalenz / Eigenverantwortung:** Ein weiteres zentrales Wertethema ist das Verhältnis zwischen solidarischer Absicherung und individueller Verantwortung. Viele Teilnehmende hoben den Wert der Solidarität innerhalb des Rentensystems hervor – etwa die Notwendigkeit, niedrige Renten anzuheben und Menschen mit lückenhaften Erwerbsbiografien besser abzusichern. Gleichzeitig wurde aber von anderer Seite betont, dass das Äquivalenzprinzip („Rente nach Lebensleistung“) nicht ausgehöhlt werden dürfe. Besonders Teilnehmende mit durchgehenden Erwerbsverläufen mahnten, die Motivation zur Eigenvorsorge und zum Weiterarbeiten dürfe durch zu großzügige Umverteilung nicht verloren gehen. Dieses Spannungsfeld zwischen dem Leistungsprinzip einerseits und sozialer Gerechtigkeit andererseits zieht sich durch die Debatten. Insgesamt herrscht aber Konsens, dass ein zukunftsfähiges System

beides ausbalancieren muss: Solidarität mit den Schwächeren, ohne den Anreiz zu untergraben, selbst zur Absicherung beizutragen.

**Generationenvertrag und Gerechtigkeit zwischen Jung und Alt:** In beiden Formaten wurde die Wahrung der intergenerationellen Gerechtigkeit als Kernfrage betrachtet. Alle Beteiligten erkennen an, dass das demografische Gleichgewicht wackelt und die junge Generation in Zukunft nicht überfordert werden darf. Gleichzeitig wurde betont, dass auch die Älteren auf zugesagte Renten vertrauen und ihr Auskommen gesichert sein muss. Dieses gemeinsame Werteverständnis – die Verpflichtung gegenüber dem Generationenvertrag – ist stark ausgeprägt. Allerdings unterscheiden sich die Perspektiven: Jüngere Teilnehmer denken naturgemäß langfristiger und drängen auf frühzeitige Maßnahmen für die Nachhaltigkeit, während Ältere stärker darauf achten, dass bereits erworbene Ansprüche respektiert werden. Auffällig ist jedoch, dass beide Seiten in den Dialogen Verständnis füreinander zeigten: So fordern jüngere wie ältere Stimmen einen fairen Ausgleich, der weder kommende Generationen über Gebühr belastet noch die heutigen Rentnerinnen und Rentner unverhältnismäßig beschneidet.

**Wirtschaftswachstum, Nachhaltigkeit und Verantwortung:** Die finanzielle Absicherung kommender Generationen zieht sich als roter Faden durch die Beiträge, sowohl im Online-Dialog als auch in den Expertenrunden. Viele Teilnehmende betonen, dass nachhaltige Rentenpolitik bedeutet, rechtzeitig zu handeln – etwa indem Reserven und Beitragssätze angepasst werden, bevor drastische Leistungskürzungen notwendig werden. Ein übergreifendes Muster betrifft dabei die Rolle von Wachstum als Lösungsstrategie. Die Attraktivität des Standorts, Bevölkerungswachstum durch Zuwanderung und Produktivitätssteigerungen werden als zentrale Hebel zur Finanzierung der Renten gesehen. Gleichzeitig machen aber andere Stimmen auf die Grenzen des Wachstums aufmerksam: Wachstum könne die sozialen Probleme nicht lösen und stoße angesichts von Umwelt- und Infrastrukturbelastungen an seine Grenzen. Hier zeigt sich ein Wertkonflikt zwischen einem eher ökonomischen Ansatz (weiterhin hohes Wachstum generieren, um das System zu stützen) und einem nachhaltigen Ansatz, der ökologische und soziale Folgekosten im Blick hat. Trotz divergierender Instrumentenpräferenzen teilen beide Formate die Überzeugung, dass eine rein „wachstumsgetriebene“ Lösung zu kurz greifen würde und strukturelle Anpassungen unvermeidlich sind. Nachhaltigkeit wird damit in beiden Dialogsträngen doppelt verstanden: als finanzielle Vorsorge und als ethische Verpflichtung.

**Transparenz und Vertrauen:** Schließlich ist das Bedürfnis nach Transparenz ein gemeinsames Motiv vieler Beiträge. Unabhängig vom Format wurde immer wieder beklagt, dass das Rentensystem für Laien schwer durchschaubar sei und Reformabsichten oft unklar kommuniziert würden. Diese Intransparenz untergräbt das Vertrauen. Daraus leitet sich ein breiter Konsens über den Wert von Offenheit und Bürgernähe ab: Klare Informationen, verständliche Erläuterungen und frühzeitige Einbindung der Bevölkerung wurden als grundlegende Anforderungen an jede Rentenreform genannt. Transparenz gilt als Voraussetzung dafür, dass die Bürger die Notwendigkeit von Veränderungen mittragen und als fair empfinden.

Diese Diskurse überschneiden sich häufig und bilden ein dialogfähiges Spannungsfeld: Solidarität wird nicht als Gegensatz zu Eigenverantwortung, sondern als Korrektiv verstanden; Nachhaltigkeit wird finanziell wie ökologisch gedacht; Wahlfreiheit gilt als zeitgemäß, solange sie das Kollektiv nicht überfordert; und Reformbereitschaft darf Sicherheit nicht zerstören, wohl aber erneuern.

Dass diese Wertelinien offen diskutiert und abgewogen wurden, erklärt, warum Phase 2 trotz harter Detailkonflikte insgesamt von einem konstruktiven Ton geprägt war und ein gemeinsames Ziel erkennbar bleibt: ein „enkel-taugliches“ Rentensystem, das fair, tragfähig, flexibel und nachvollziehbar ist.

## Konvergenzen und Divergenzen

In der Analyse der zweiten Beteiligungsphase werden zahlreiche thematische Schnittmengen zwischen Online-Dialog und Expertenrunden sichtbar, gleichzeitig aber auch einige hartnäckige Kontroversen. Einige dieser Punkte treten innerhalb der jeweiligen Formate auf (z. B. unterschiedliche Ansichten zwischen verschiedenen Teilnehmergruppen), andere zeigen sich formatübergreifend bzw. im Vergleich zwischen Bürgerdialog und Expertenrunden. Im Folgenden werden die wichtigsten Übereinstimmungen und Streitpunkte zusammengefasst:

### Konvergenzen – Wo bestehen Übereinstimmungen?

**Starke erste Säule:** Ein zentraler Konvergenzpunkt manifestiert sich in der einhelligen Anerkennung der ersten Säule als tragendes Fundament der luxemburgischen Altersvorsorge. Sowohl die Teilnehmenden des Online-Bürgerdialogs als auch die Fachexpertinnen und -experten der Expertenrunden stimmen darin überein, dass diese Grundarchitektur des Systems unantastbar bleiben muss. Die gesetzliche Rentenversicherung wird als zentraler Garant für Verlässlichkeit, Solidarität und gesellschaftlichen Zusammenhalt konzeptualisiert, der auch künftig den systemischen Kern bilden und die Alterssicherung aller Generationen gewährleisten soll – unabhängig von sozioökonomischem Status, Herkunft oder individueller Erwerbsbiografie.

**Schutz vor Altersarmut:** Diese breite Zustimmung beschränkt sich jedoch nicht auf die bloße Bewahrung des Status quo, sondern umfasst explizit die Forderung nach einer systematischen Weiterentwicklung entsprechend neuen gesellschaftlichen Realitäten. Besonders hervorzuheben ist die gemeinsame Forderung nach verbessertem Schutz vor Altersarmut. Die normative Vorstellung, dass kein Mensch im Alter unter die Armutrisikogrenze fallen sollte, fungiert als übergreifendes Leitbild aller Beteiligten. Eine Erhöhung der Mindestrente wird in beiden Dialogformaten als Baustein für ein würdiges Leben im Alter und zur präventiven Vermeidung von Altersarmut betrachtet.

**Anerkennung von Lebensrealitäten:** Eng verknüpft mit dem Armutsschutz ist die gemeinsame Forderung nach stärkerer Anerkennung individueller Lebensleistungen jenseits der klassischen Erwerbsarbeit. Zeiten der Kindererziehung, der Angehörigenpflege sowie Phasen der Weiterbildung sollen systematischer in die Rentenberechnung einfließen. Beide Beteiligungsformate artikulieren den deutlichen Wunsch, dass diese gesellschaftlich relevanten, jedoch häufig unzureichend honorierten Lebensphasen nicht zu strukturellen Benachteiligungen führen dürfen. Die Rentenversicherung soll durch eine gezieltere Anrechnung solcher Zeiten ihrer sozialpolitischen Ausgleichsfunktion besser gerecht werden.

**Flexibilität beim Renteneintritt:** Parallel dazu zeigt sich ein weiterer verbindender Aspekt im Wunsch nach erhöhter Flexibilität beim Übergang vom Erwerbsleben in den Ruhestand. Instrumente wie Teilrente, gleitende Übergänge und spezifische Härtefallregelungen – insbesondere für Personen in gesundheitlich oder körperlich belastenden Berufen – werden formatübergreifend als notwendige Modernisierungselemente identifiziert. Das Ziel besteht darin,

die Altersvorsorge an die pluralisierten Lebens- und Erwerbsbiografien der heutigen Gesellschaft anzupassen und individuelle Wahlmöglichkeiten zu schaffen, ohne dabei die Systemkohäsion zu gefährden. Divergenzen kommen auf, sobald es um das Ausmaß geht. Viele Bürgerbeiträge und die Gewerkschaftsseite drängen auf weitgehende Wahlfreiheit. Andere warnen vor einer „Flexibilität ohne Geländer“, die das Umlagegleichgewicht gefährden könnte, und fordern klare Leitplanken, damit Wahlfreiheit nicht zu neuer Ungleichheit führt.

**Transparenz und Kommunikation:** Vervollständigt wird dies durch die konvergente Forderung nach erhöhter Transparenz und verbesserter Kommunikation. Sowohl Bürgerinnen und Bürger als auch Fachleute artikulieren den Bedarf nach verständlichen Informationen zu Ansprüchen, Beitragshistorien und möglichen Rentenszenarien. Schließlich herrscht übergreifend Konsens bezüglich der finanziellen Nachhaltigkeit des Systems. Alle beteiligten Gruppen bekräftigten, dass die langfristige finanzielle Tragfähigkeit zentrales Ziel bleibt und moderate Reformen werden überwiegend als notwendig angesehen. Welche Wege aber konkret gegangen werden sollte, wird unterschiedlich bewertet.

### **Divergenzen – Wo bestehen Meinungsunterschiede?**

**Finanzierung des Systems:** Während Gewerkschaften, Jugendorganisationen und zahlreiche Bürgerbeiträge zusätzliche Einnahmequellen präferieren – insbesondere durch moderate Beitragserhöhungen oder eine stärkere Belastung hoher Einkommen (etwa mittels Aufhebung der Beitragsbemessungsgrenze) – bewerten Wirtschafts- und Arbeitgebervertreter und bestimmte politische Akteure diese Maßnahme kritisch. Sie antizipieren negative Auswirkungen auf Standortattraktivität und Systemakzeptanz. Demgegenüber favorisieren sie Überlegungen zur Kostenkontrolle und potenziellen Ausgabenreduktionen oder eine vorsichtige Dämpfung auf der Leistungsseite. Generell unbestritten bleibt zwar, dass neue Einnahmequellen erforderlich sind; gleichzeitig herrscht keinerlei Einigkeit, ob diese über Beiträge, Steuern oder über ein stärker kapitalgedecktes Element generiert werden sollen.

**Renteneintrittsalter:** Ökonomisch argumentierende Stimmen verweisen auf die steigende Lebenserwartung und den damit verbundenen Finanzdruck und plädieren für eine schrittweise, faktische Anhebung des effektiven Renteneintrittsalters. Vertreter der Arbeitnehmerschaft akzeptieren dies nur unter der Bedingung, dass jede zusätzliche Arbeitsphase freiwillig bleibt und durch attraktive Bonusmodelle sowie belastungsabhängige Erleichterungen (Pénibilité) flankiert wird. Hier kollidieren Einschätzungen ökonomischer Notwendigkeit mit dem Anspruch sozialer Fairness; die Debatte dreht sich weniger um das „Ob“, sondern um das „Wie“ einer möglichen Verlängerung der Erwerbsphase.

**Umverteilungsgrad:** In Bezug auf das Verhältnis von Versicherungs- und Solidaritätsprinzip fordert ein eher solidarisches Lager höhere Mindestrenten, eine Abflachung der Rentenformel nach oben und damit mehr Umverteilung zugunsten niedriger Einkommen. Dem tritt ein äquivalenzorientiertes Lager entgegen: Leistungen müssten weiterhin in einem angemessenen Verhältnis zur individuellen Beitragskarriere stehen, um Leistungsgerechtigkeit und Systemakzeptanz nicht zu unterminieren. Der Zielkonflikt zwischen sozialem Ausgleich und Beitragsgerechtigkeit bleibt damit ein neuralgischer Punkt jeder Reformarchitektur.

**Eigenverantwortung:** In Bezug auf die Rolle der privaten Vorsorge sehen Befürworter eines stärker kapitalgedeckten Systems in der zweiten und dritten Säule eine notwendige Diversifizierung und Entlastung der Umlagefinanzierung – subsidiär unterlegt durch steuerliche Anreize und innovative Staatsfonds-Modelle. Kritiker befürchten eine wachsende soziale Kluft, weil private Anlageprodukte vor allem Gutverdienende erreichen und damit das Herzstück der solidarischen Grundsicherung ausdünnen könnten.

## Konsensfähige Schwerpunkte

Die Analyse der Rückmeldungen aus Online-Dialog der Öffentlichkeit und Expertenrunden zeigt, dass sich trotz zahlreicher Detaildiskussionen ein klarer Korridor von Schwerpunkten herausgebildet hat. In diesen Bereichen herrscht sowohl unter Bürgerinnen und Bürgern als auch unter Fachexpertinnen und -experten breite Zustimmung.

### **Konsequente Armutsprävention: Ein würdevolles Alter für alle**

Ein zentrales gemeinsames Ziel ist die nachhaltige Sicherung eines würdevollen Lebensstandards im Alter. Besonders im Fokus steht dabei die Mindestrente: Es besteht breite Zustimmung dazu, dass ihre Höhe spürbar angehoben und dauerhaft oberhalb der Armutsrisikogrenze verankert werden soll. Dieses Anliegen wird in beiden Formaten als Kernbestandteil eines solidarischen Rentensystems gesehen. Fachleute betonen, dass ein verlässliches Mindestniveau nicht nur Lebensqualität erhält, sondern auch Folgekosten im Sozial- und Gesundheitswesen verringern kann. Arbeitgebervertretungen akzeptieren das Ziel grundsätzlich, mahnen aber an, die Lohnnebenkosten im Blick zu behalten. Ein dynamischer Anpassungsmechanismus, der Kaufkraftverluste ausgleicht, wird befürwortet. Neben der reinen Höhe der Mindestrente wird auch die regelmäßige Dynamisierung sowie die gezielte Ausgestaltung der Anspruchsvoraussetzungen als wichtiger Teil dieses Reformschwerpunkts gesehen.

### **Moderne Erwerbsbiografien: Anerkennung vielfältiger Lebensleistungen**

Eng mit dem Armuts- und Existenzschutz verknüpft ist die Forderung, gesellschaftlich relevante Lebensleistungen jenseits der klassischen Erwerbsarbeit stärker im Rentensystem zu berücksichtigen. Breite Zustimmung erfährt insbesondere die systematische Anrechnung von Zeiten der Kindererziehung, der Pflege von Angehörigen oder Phasen der Weiterbildung. Ziel ist es, bestehende strukturelle Benachteiligungen – vor allem für Frauen und Menschen mit unterbrochenen Erwerbsbiografien – auszugleichen und die Rentenversicherung stärker auf das Prinzip der Lebensverlaufsgerechtigkeit auszurichten. Arbeitgeberseitige Stimmen verlangen transparente Regeln, um Mehrbelastungen kalkulierbar zu machen. Konsensfähig ist das Ziel, Anrechnungszeiten flexibler zu gestalten, einheitliche Splitting-Modelle bei Scheidung einzuführen und so den Gender-Pension-Gap zu verkleinern. Die gemeinsame Leitidee lautet: Renten dürfen niemanden bestrafen, der unbezahlte, aber gesellschaftlich unverzichtbare Arbeit geleistet hat.

### **Flexibilisierung des Renteneintritts: Individuelle Wege in den Ruhestand**

Die Gestaltung des Renteneintritts rückt im Reformdiskurs zunehmend ins Zentrum. Bürgerinnen und Bürger wie auch Expertinnen und Experten befürworten ein flexibles Renteneintrittsmodell, das individuelle Wahlmöglichkeiten fördert und unterschiedlichen Lebensrealitäten Rechnung trägt. Teilrentenmodelle, gleitende Übergänge sowie Sonderregelungen für gesundheitlich oder körperlich besonders belastende Berufe werden als notwendige Modernisierungselemente identifiziert. Im Mittelpunkt steht das Ziel, Wahlfreiheit zu ermöglichen, ohne die finanzielle

Stabilität des Systems zu gefährden oder neue soziale Ungleichheiten zu schaffen. Ein breiter Schulterchluss bestätigt das 65. Lebensjahr als Orientierung, macht jedoch körperlich oder psychisch belastende Berufe zu Härtefällen, die früher abschlagsarm in Rente gehen dürfen. Gleichzeitig wird ein System von Incentives vorgeschlagen, das individuelle Entscheidungen über den Zeitpunkt des Renteneintritts belohnt oder ausgleicht – etwa durch Rentenzuschläge bei späterem Eintritt oder moderate Abschläge bei vorzeitigem Ausscheiden. Die klare Erwartung: Flexibilisierung darf kein Einfallstor für neue Ungerechtigkeiten sein, sondern muss transparent, nachvollziehbar und sozial ausgewogen gestaltet werden.

### **Langfristige Finanzierung und nachhaltige Reservepolitik**

Über beide Beteiligungsformate hinweg herrscht breite Zustimmung dazu, dass ohne zusätzliche finanzielle Anpassungen die langfristige Tragfähigkeit des Systems gefährdet wäre. Uneinigkeit besteht jedoch bei der Frage, welche Stellschrauben konkret gedreht werden sollen: Zahlreiche Bürgerbeiträge wie auch mehrere Organisationen zeigten hier vor allem ein breites Interesse an zwei Ansätzen – einer maßvollen Erhöhung der Beitragssätze sowie einer punktuellen Ausweitung der Beitragsgrundlage auf höhere Einkommen. Sie werten diese Instrumente als fairen und relativ schnell umsetzbaren Weg, die langfristige Stabilität zu stärken und zugleich die Verteilungsgerechtigkeit zu erhöhen. Gleichzeitig warnten insbesondere Arbeitgebervertreter und einzelne politische Akteure vor möglichen Wettbewerbsnachteilen durch steigende Lohnnebenkosten. Damit bleibt die Frage, in welchem Ausmaß Besserverdienende zusätzlich herangezogen werden sollen, eines der zentralen noch offenen Reformthemen. Ein kompletter Systemwechsel hin zu reiner Kapitaldeckung stand in keiner Runde ernsthaft zur Debatte; die umlagefinanzierte erste Säule bleibt das Herzstück. Breite Zustimmung erhält auch die Forderung, die Rentenreserven noch konsequenter nach Umwelt- und Sozialkriterien anzulegen und die Berichte darüber verständlich offenzulegen. Rücklagen sollen als Puffer für Krisen dienen, nicht als Dauerlösung für strukturelle Defizite.

### **Bürgernähe und Transparenz: Partizipation als Reformprinzip**

Ein weiteres verbindendes Element ist die Forderung nach deutlich mehr Transparenz und einer zeitgemäßen Kommunikation im Rentensystem. Bürgerinnen und Bürger wie auch Experten betonen die Bedeutung klarer, verständlicher Informationen über Rentenansprüche, Beitragshistorien und individuelle Entwicklungsszenarien. Die Idee eines dauerhaften Bürger- oder Stakeholder-Rates wurde beispielsweise genannt. Ein öffentliches Monitoring, das regelmäßig Kennzahlen zur finanziellen und sozialen Lage veröffentlicht, wird als wichtiger Baustein für Vertrauen genannt. Damit verbinden sich Transparenz, Beteiligung und evidenzbasiertes Handeln zu einer gemeinsamen Leitlinie, die dem System langfristig Anpassungsfähigkeit verleiht.

Diese fünf Felder umreißen den Bereich, in dem die Positionen der Teilnehmenden der zweiten Phase am stärksten überlappen. Sie verbinden das Anliegen, verlässliche soziale Mindeststandards zu garantieren, mit dem Wunsch nach mehr persönlicher Gestaltungshoheit und dem gemeinsamen Bewusstsein, die Finanzierung langfristig stabil zu halten. Damit liefern sie einen tragfähigen Orientierungsrahmen, auf dem der weitere Reformprozess aufbauen kann – ohne die noch offenen Kontroversen aus dem Blick zu verlieren.

## 3) Die Hauptergebnisse

### Altersarmut vorbeugen – Existenz sichern im Alter

Die Sorge um Altersarmut zählt zu den zentralen Anliegen im gesamten „Schwätz mat!“-Prozess. Formatübergreifend wird immer wieder betont, dass das Rentensystem jedem Menschen ein Leben in Würde ermöglichen muss – unabhängig von Geschlecht, Erwerbsverlauf oder familiärer Situation. Besonders vulnerable Gruppen wie Menschen mit unterbrochenen Erwerbsverläufen, Teilzeitbeschäftigte, Alleinerziehende und Geringverdienende stehen hier im Fokus. Breite Zustimmung findet die Forderung, die Mindestrente dauerhaft oberhalb der Armutsgefährdungsschwelle zu verankern. Viele machen darauf aufmerksam, dass Altersarmut nicht nur eine Frage der Rentenhöhe sei, sondern auch von gesellschaftspolitischen Faktoren wie bezahlbarem Wohnraum, Gesundheits- und Pflegezugang abhängt. In allen Formaten wird deutlich: Altersarmut ist kein individuelles, sondern ein strukturelles Risiko – ihre Vermeidung eine gemeinsame Aufgabe. Auch Menschen in prekären Jobs ohne ergänzende Vorsorge werden als gefährdet genannt. Der übergreifende Appell in Richtung vulnerabler Gruppen lautet, das System solidarischer und gerechter zu gestalten.

### Lebensrealitäten berücksichtigen – Lebensleistungen anerkennen

Breite Unterstützung findet die Forderung, Kindererziehungs-, Pflege- und Weiterbildungszeiten stärker zu berücksichtigen. Ein häufiger Diskussionspunkt ist, wie solch gesellschaftlich notwendige Phasen außerhalb der Erwerbsarbeit im Rentensystem stärker angerechnet und honoriert werden können. Vielfach wird dabei auf die anhaltende strukturelle Benachteiligung von Frauen hingewiesen, deren Sorgearbeit und Teilzeitarbeit noch immer zu Rentenlücken führt. Die Debatten zeigen ein klares Bedürfnis nach einem Rentensystem, das moderne Lebensverläufe realistischer abbildet. Ein wichtiger Aspekt dabei ist es auch, auf körperlich oder gesundheitlich belastende Berufe stärker Rücksicht zu nehmen – insbesondere in Bezug auf Bemühungen das reelle an das legale Renteneintrittsalter anzugleichen. Hier gilt: Wer 40 Jahre eingezahlt hat, sollte ohne Abschläge in Rente gehen können – ein Gebot der Fairness und der sozialen Anerkennung.

### Generationengerechtigkeit – Ein fairer Ausgleich zwischen Jung und Alt

Formatübergreifend ergibt sich ein klares Bild: Reformen sollten die Jüngeren nicht überproportional belasten, gleichzeitig aber die Ansprüche der heutigen Rentner respektieren. Die Abschaffung oder Anhebung der Beitragsbemessungsgrenze könnte als ein gerechter Ausgleich wahrgenommen werden. Auch wurde vorgebracht, hohe Pensionen symbolisch stärker in die Finanzierung einzubeziehen, um Solidarität sichtbar zu machen. Bemerkenswert ist dabei der jederzeit respektvolle Tonfall zwischen den Generationen. Jüngere Teilnehmende zeigen Verständnis für die Sorgen älterer Teilnehmender um ihre Rentenansprüche. Gleichzeitig nehmen ältere Teilnehmende die Zukunftsängste der Jüngeren ernst. Es wird nicht gefordert die Renten der heutigen Generation zu kürzen, sondern ein System anzustreben, das auch morgen noch funktioniert. Diese intergenerationelle Solidarität bildete eine wichtige Grundlage für konstruktive Reformdiskussionen und zeigte, dass ein Ausgleich zwischen den Generationen möglich ist, wenn alle Beteiligten ihre Verantwortung für das Gesamtsystem anerkennen.

## Wahlfreiheit beim Renteneintritt – Lebensläufe individuell berücksichtigen

Die Flexibilisierung des Renteneintritts steht im Mittelpunkt zahlreicher Diskussionen. Gefordert werden gleitende Übergangsmodelle wie Teilrenten und Teilzeitarbeit im Alter, um den heutigen, vielfältigen Lebensrealitäten besser gerecht zu werden. Wer länger arbeiten möchte, soll dies auf freiwilliger Basis auch können. Besonders betont wird, dass Menschen mit gesundheitlich oder körperlich belastenden Berufen früher aussteigen dürfen sollen, ohne große Abschlüsse zu riskieren. Gleichzeitig warnen die Teilnehmenden davor, Flexibilität zur Pflicht zu machen und damit Ungleichheiten zu verschärfen: Länger arbeiten sollte im besten Falle durch positive Anreize und altersgerechte Arbeitsplätze unterstützt werden. Die gemeinsame Leitlinie lautet daher: Wahlfreiheit ja – aber innerhalb klarer Rahmen, die Systemstabilität sichern und soziale Gerechtigkeit wahren.

## Stabilität durch Vielfalt – Die Finanzierung breit aufstellen

Die langfristige finanzielle Absicherung der Altersvorsorge ist eines der am kontroversesten diskutierten Themen. In vielen Fällen sprechen sich die Teilnehmenden für eine Diversifizierung der Einnahmequellen aus. Häufiger gefordert werden beispielsweise moderat höhere Beitragssätze – bei gleichzeitiger Warnung vor Standortnachteilen. Auch eine Aufhebung oder Anhebung der Beitragsbemessungsgrenze wird in allen Formaten genannt. Damit sollen hohe Einkommen stärker zur Finanzierung beitragen, ohne dabei automatisch entsprechend höhere Rentenansprüche zu generieren. Viele Beiträge fordern zudem zusätzliche Finanzierungsmodelle, wie eine stärkere Beteiligung von Kapital- oder Vermögenseinkommen, um das Rentensystem langfristig stabiler aufzustellen. Darüber hinaus werden immer auch strukturelle Faktoren diskutiert – Wirtschaftswachstum, Erwerbsbeteiligung, Zuwanderung – und demgegenüber auch die natürlichen Grenzen des Wachstums aufgezeigt. Die Schlussfolgerung: Eine widerstandsfähige Finanzierung braucht mehrere Ansätze – gezielte Reformen auf der Einnahmenseite und langfristige Investitionen in Beschäftigung und Innovation, ohne auf grenzenloses Wachstum zu setzen.

## Drei Säulen klar im Blick – Ergänzen, aber nicht ersetzen

Die Struktur des Rentensystems, basierend auf drei Säulen, wird ausführlich diskutiert und bestätigt. Mehrheitlich wird festgehalten, dass die erste, staatliche Säule das zentrale Fundament bleiben muss, um eine solide Grundabsicherung für alle zu gewährleisten. Zugleich wird in allen Formaten betont, dass die zweite (betriebliche) und dritte (private) Säule attraktiver und inklusiver gestaltet werden sollten. Dabei wurde auch hervorgehoben, dass bislang vor allem Gutverdiener von Steuervorteilen profitieren. Prekär Beschäftigte oder Teilzeitkräfte bleiben oft außen vor. Wichtiges Leitmotiv: Private Vorsorge darf die solidarische Grundabsicherung nicht aushöhlen, sondern soll sie ergänzen – damit jeder Haushalt, unabhängig vom Einkommen, zusätzliche Spielräume zur Selbstvorsorge erhält.

## Systemharmonisierung – Einheitliche Regeln für alle Berufsgruppen

Kaum ein Thema wird so emotional diskutiert wie die Unterschiede zwischen den Rentensystemen für Beamte und privatwirtschaftlich Beschäftigte. Es herrscht eine empfundene Ungleichbehandlung von Berufsgruppen – bisheriger Reformen scheinen unbekannt oder werden als unzureichend wahrgenommen. Viele sehen in den getrennten Systemen einen Bruch mit dem

Solidaritätsprinzip. In fast allen Formaten wird gefordert, die Pensionsregelungen anzugleichen, häufig aber ohne dabei bestehende Rechte infrage stellen zu wollen. Dabei geht es meist nicht um pauschale Gleichmacherei, sondern um nachvollziehbare Regeln für alle. Zum Teil wird diese Harmonisierung als Prüfstein der Rentenreform betrachtet, da sie die Bereitschaft der Politik zeige, auch unpopulären Entscheidungen zu treffen. Durch einheitliche Regeln gewinne das System an Transparenz, vermeidet Missgunst zwischen Berufsgruppen und stärkt die Bereitschaft, gemeinsame Lasten solidarisch zu tragen.

## Zukunft nachhaltig sichern – Verantwortungsvolle Anlagepolitik

Nachhaltigkeit ist im Prozess eine dreidimensionale Leitgröße: finanziell tragfähig, ökologisch verantwortungsvoll und sozial wirksam. Quer durch alle Formate wird gefordert, dass die Reservemittel nicht spekulativ, sondern zielgerichtet in Sektoren fließen, die langfristigen gesellschaftlichen Mehrwert erzeugen. Damit soll das Rentensystem aktiv zur Zukunftsfähigkeit beitragen und weniger vom quantitativen Wirtschaftswachstum abhängig und so auch weniger anfällig für Konjunkturrisiken sein. Ob die aktuellen Bemühungen des Reservefonds diesbezüglich ausreichen, wird unterschiedlich bewertet. Zugleich wird betont, dass solide Renditen unverzichtbar sind, um Leistungsversprechen zu sichern. Eine solche Anlagepolitik verbindet langfristige Stabilität mit Verantwortung gegenüber kommenden Generationen und macht den Reservefonds zu einem wirksamen Hebel, der finanzielle Sicherheit und gesellschaftliche Entwicklung eng miteinander verknüpft.

## Vertrauen – Offene Kommunikation für gesellschaftliche Akzeptanz

Transparenz wird durchgehend als Schlüssel für das Vertrauen der Bürger in das Rentensystem angesehen. Gefordert wurden klare, verständliche und regelmäßig aktualisierte Informationen darüber, wie die Renten berechnet werden, welche Beiträge eingezahlt und welche Leistungen daraus finanziert werden. Dies bezieht sich auf individuelle Situation, das Verständnis des Systems wie auch auf Reformvorhaben. Die Teilnehmenden betonten, dass eine konsequente Veröffentlichung aller relevanten Daten und nachvollziehbare Kommunikation der Entscheidungsgrundlagen unverzichtbar sei, um zukünftige Reformen akzeptabel und nachvollziehbar zu machen.

## Reformbereitschaft – Breite Basis für zukunftsfähige Veränderungen

Die Teilnehmenden am „Schwätz mat!“-Prozess zeigen eine eher hohe Reformbereitschaft. In der Thesenbewertung des Online-Dialogs der zweiten Phase signalisiert die deutliche Mehrheit der Teilnehmenden grundsätzliches Einverständnis mit systemischen Anpassungen, sofern diese nachvollziehbar begründet und sozial ausgewogen sind. Die Erfahrung aus „Schwätz mat!“ bestärkt dieses Anliegen: Wenn Menschen sehen, dass ihre Stimme Gehör findet, bringen sie sich sachlich-konstruktiv ein. Davon kann sowohl die Qualität der Lösungen als auch die Legitimität politischer Entscheidungen profitieren. Kurz: Die Bevölkerung ist bereit, zukunftsfähige Veränderungen mitzutragen – doch sie erwartet, dass Politik und Verwaltung den eingeschlagenen Weg konsequent, offen und überprüfbar weitergehen.

# Impressum

## **Schwätz mat! Abschlussbericht**

D'Zukunft vun eiser Altersofsécherung

Ergebnisse des Konsultationsprozesses zur zukünftigen Gestaltung der Altersvorsorge  
Oktober 2024 bis Juli 2025

### **Unabhängig ausgewertet durch:**

Snakke & Co. s.à r.l.  
29, boulevard Grande-Duchesse Charlotte  
L-1331 Luxemburg  
[www.snakke.lu](http://www.snakke.lu)

## **Snakke & Co.**

a ZebraLog - Yellow Ball cooperation

Autorinnen und Autoren: Hannah Münster, Liz Thielen, Konstantin Wolf

### **Im Auftrag von:**

Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale  
1, rue Charles Darwin  
L-1433 Luxembourg



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Santé  
et de la Sécurité sociale